

# Rouge

Pierre Frank

Un révolutionnaire  
exemplaire

P 8-9

M 1578 N°1110 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV<sup>e</sup> Internationale)

du 27 avril au 3 mai 1984

## Kowalewski reste en France

C'est une grande victoire que vient d'enregistrer l'opinion ouvrière et démocratique en imposant pour Kowalewski, dirigeant de Solidarnosc en exil, le droit de résider en France et de voyager librement à l'étranger.

Le 28 mars dernier, la préfecture de police lui avait notifié le refus de renouveler sa carte de résident étranger, l'invitant à quitter le territoire avant le 28 avril. En outre, depuis seize mois, il avait le plus grand mal à voyager. Tout cela constituait des entraves sérieuses au travail de solidarité avec Solidarnosc, tâche à laquelle Z. Kowalewski se consacre pleinement depuis qu'en voyage syndical en France, il avait été empêché de rentrer chez lui par le coup du général Jaruzelski.

Une victoire qui est le résultat d'une mobilisation exceptionnelle, jetant dans la balance le poids de quelques deux cents personnalités, politiques, syndicales, artistiques ou juridiques de tous les horizons ; de centaines d'instances syndicales nationales, régionales, et locales appartenant à toutes les grandes confédérations ouvrières ; et bien sûr aussi, le poids de milliers de bonnes volontés anonymes sans qui cette activité de solidarité n'aurait pu se déployer aussi rapidement.

Ce qui est vrai en France, l'est à plus forte raison des pays étrangers où, là encore, un mouvement d'opinion tout à fait exceptionnel a dressé un mur de solidarité internationale autour de Z. Kowalewski.

Une victoire qui doit servir de tremplin pour que la solidarité active avec Solidarnosc, ses militants, ses dirigeants s'amplifie à la veille des nouveaux procès qu'annonce la bureaucratie polonaise. Une victoire enfin, dont les répercussions seront importantes demain dans des cas similaires de menaces pesant sur des militants ouvriers en exil dans notre pays, d'où qu'ils viennent. Le combat pour les libertés démocratiques constitue en effet pour le mouvement ouvrier une exigence internationale constante, un principe sur lequel il n'est pas permis de transiger.

## Vote de confiance, les députés disent amen !

# 25 avril, des millions disent assez !



Lorraine  
Comment  
continuer ?

P 10

Nicaragua  
Des calomnies  
au service de Reagan

P 15

Un 1<sup>er</sup> Mai  
dans la division

P 6

HUMEUR

## Des hosties plein la bouche

Ils n'avaient pourtant pas lésiné sur les moyens : retransmis en direct sur les cinq continents, le show pascal de Jean-Paul II a gardé un petit goût de contre-performance, de « j'essayerai de faire mieux la prochaine fois ». Certes, les inconditionnels de la papauté, les *afficionados* du bénitier en ont eu pour leur argent. Des chroniqueurs, adonnés à cette drogue dure ont connu l'overdose, le grand décollage mystique, au risque d'atterrir en catastrophe. Prenez ce malheureux Joseph Vandrissse, du *Figaro*, des hosties plein la bouche, contemplant cette foule qui « comprenait sans pouvoir l'exprimer que liturgie et poésie peuvent se réconcilier et qu'il est permis de rendre visible l'invisible ». Poursuivant son délire, le père Joseph nous assène que « par la grâce de la Croix vivifiante et de la Résurrection, l'homme reçoit cette capacité de transformer toute situation de mort en situation de résurrection ». Avec du vin de messe, un seul verre et bonjour les dégâts...

Mais enfin, nous rétorquera-t-on, il y avait trois cent cinquante mille personnes sur la place Saint-Pierre, et pas que des badauds !

La belle affaire. Cela ne fait que le tiers du million de travailleurs qui a manifesté le 24 mars dernier également à Rome contre le décret abolissant l'échelle mobile des salaires. Jean-Paul II enfoncé par les conseils d'usine, on aura tout vu. Alors, le pape va-t-il raccrocher sa tiare ? Pas de danger. C'est un lutteur, tout le monde vous le dira. Depuis six ans qu'il est PD-G du Saint-Siège et Co., les affaires ne vont pas trop mal. La récession connaît pas. Certes, des fumets nauséabonds montent des caves du Vatican comme avec le scandale de la banque Ambrosiano ; mais quelle entreprise n'a pas ses petits soucis ? Voilà une multinationale qui n'est pas à l'heure des reconversions industrielles. Les offres d'embauche sont permanentes et le patron a lancé une offensive tout terrain pour absorber les concurrents plus petits.

Clou du spectacle, l'hymne au respect de la vie, le « tub » subventionné par les intérêts dans les usines d'armement (pas mal pour un chantre de la paix). Le parallèle est fait entre les progrès de la médecine et la destruction de la vie « qui n'épargne pas ceux qui doivent naître et les grands malades qui ont encore un souffle de vie ».

Il est vrai que pour l'Eglise, la contraception et tout avortement c'est un client en puissance de moins.

Jean-Jacques Laredo

## LEFEBVRE GRENOBLE Une fête pour la lutte

Quinze jours après le refus officiel des licenciements contre lesquels les travailleurs de Lefebvre (travaux publics) de Saint-Egrève (Grenoble) luttaient depuis l'automne 1983, la direction de l'entreprise entame une nouvelle procédure de demande d'autorisation de licenciements pour quatre-vingt-cinq travailleurs dont sept à Saint-Egrève.

Ceux de chez Lefebvre ont organisé une fête pour fêter les premières annulations, en présence de députés socialistes et communistes de la région, de l'Association dauphinoise des travailleurs immigrés.

« Au cours d'un échange de vue avec les députés, communiqué-ils, nous leur avons fait part de notre inquiétude et de notre indignation de voir la liberté d'action qui est laissée à nos patrons en matière de licenciements, par un gouvernement porté au pouvoir par la grande partie des travailleurs pour lutter contre le chômage. Des travailleurs immigrés, des militants de l'union des jeunes antiracistes, la Ligue communiste révolutionnaire, un responsable de cellule du Parti communiste révolutionnaire sont intervenus dans la discussion, franche et parfois vi-

ve qui, nous le pensons, a été intéressante pour tous. »

« Nous appelons les travailleurs des autres entreprises de travaux publics à se joindre à nous pour lutter ensemble contre les licenciements. Chez Lefebvre la lutte continue. »

## DBA (Lockeed) BEAUVAIS Feu sur le local syndical

Avertissements, retraits de salaires, tentatives de licenciements de militants, la direction de DBA (Lockeed) à Beauvais fait tout pour décapiter la section CFDT de l'entreprise. Depuis un an, elle utilise une nouvelle arme, entreprend, avec ses hommes de main qui restent dans l'ombre, des campagnes de diffamation contre des militants de la CFDT.

L'escalade continue. Des mains anonymes, manipulées par la direction, ont mis le feu au local de la section syndicale, jeudi 5 avril, à cinq heures, au moment de la prise de poste. La vigilance des militants CFDT, et l'intervention des pompiers de l'usine, ont permis de sauver l'essentiel des documents. Mais le local est inutilisable.

Pensez à la souscription



## THOMSON MALAKOFF Agression d'un commando fasciste

Tenues militaires, renforts planqués dans les cafés, un commando fasciste du Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) s'est attaqué jeudi 12 avril à une distribution de tracts de la CGT, aux portes de la Thomson Malakoff, insultant, bousculant, frappant militants et travailleurs, blessant deux d'entre eux. L'agression de la faculté de Nanterre en 1981, faisant plusieurs blessés graves, figure entre autres au palmarès de ce groupe. Malakakis, dirigeant du mouvement « solidariste » d'inspiration nazie, ancien d'Occident, de l'œuvre française » au côté du fasciste Sidos, est un de ses responsables les plus connus. Il participait, au côté du Front

national de Le Pen, aux récentes « journées de l'amitié française », à la Mutualité à Paris.

« A mort les rouges, les juifs et les arabes », ont-ils peint sur un des murs de la Thomson. La CGT et la CFDT ont décidé

de mettre leurs forces en commun pour empêcher toute nouvelle agression. A Malakoff, tous les travailleurs, toutes les organisations ouvrières et démocratiques doivent être prêts à balayer ensemble cette vermine.

POINT DE MIRE

## Edmond Maire: « Assez rêvé ! »

Edmond Maire, opérant une « clarification au pas de charge », « remet en question les orientations définies par la CFDT il y a près de quinze ans ». Dans ces termes et dans les colonnes de *Libération* du 24 avril, les adhérents et militants auront appris la nouvelle... Et cela à la veille du Conseil national confédéral qui devait discuter de ce rapport présenté comme « un projet non encore totalement ficelé ».

Un « projet », cependant, qui s'entête à s'opposer à une très grande partie de la CFDT, traitée avec désinvolture : « Nos structures, lit-on en effet, connaissent de moins en moins les réalités qu'elles entendent transformer. »

« La remontée de l'information », affirme le rapport, ne se fait plus ». Cela ne l'empêche pas, du sommet de la Confédération, de savoir comment « traiter les tendances actuelles à la désyndicalisation » :

« d'abord rendre service à l'adhérent », et « savoir valoriser les acquis ». « Trop souvent, explique doctement le rapporteur Edmond Maire, nous mettons surtout en évidence les 20 % qui manquent par rapport à nos objectifs alors que les travailleurs vont bénéficier d'un acquis qui correspond à 80 % de l'objectif fixé ».

Les « acquis » en question ne feront pas oublier facilement l'absence de défense de pouvoir d'achat, l'absence de lutte pour les 35 heures et l'acceptation de la remise en cause de la protection sociale. Qu'on en juge : « Il y a (...) tout ce qui, réalisé par les CE et les associations de coordination des CE, permet aux salariés d'accéder à un moindre coût aux vacances, aux loisirs, aux activités sportives, de détente, etc. » Assez misérabiliste au fond, en regard des ambitions dont se réclame Edmond Maire.

Et assez significatif de l'impasse dans laquelle se trouve la direction confédérale ! N'avait-elle pas affirmé, avant les élections à la Sécurité sociale du 19 octobre dernier, qu'elle connaissait mieux les réactions et les aspirations de la grande masse des travailleurs que les structures syndicales elles-mêmes ?

Aujourd'hui, les dés sont jetés : pour le prochain congrès confédéral, il s'agit de rejeter « une certaine tradition marxiste qui fait du mode de propriété des moyens de production le critère majeur de la définition tant du capitalisme que du socialisme », affirme Edmond Maire dans *La CFDT en questions* (1).

Une prise de distance, au nom du réalisme, avec les partis ouvriers et un refus de la mobilisation de masse, devenus pesants dans l'orientation de la direction confédérale ne sont que la traduction d'une nouvelle perspective stratégique : « Il s'agit de construire un système de pouvoir contractuel où chacun intervient », explique-t-il dans le même livre. Un objectif qui ravit certains P-DG, tel Antoine Riboud, de BSN, qui, dans *CFDT-Aujourd'hui* du mois de mars, propose le projet « pour cette fin de siècle » : « Demain, les patrons et les syndicats doivent faire éclater les habitudes et les carcans et devenir des entrepreneurs. »

Ces dernières citations, tirées de publications de la CFDT récentes, montrent nettement que, fuite ou pas, la publication du rapport par *Libération* n'a rien d'un hasard : le débat pour le prochain congrès confédéral est d'ores et déjà ouvert. Il porte sur l'identité même du syndicalisme.

Pierre Rème

(1) *La CFDT en questions*, pp.92-93, collection « Témoins », Gallimard.

## Sommaire

- Bloc-notes .....p.2
- Cette semaine .....p.3
- PS ; PCF .....p.4
- Réponses à quelques questions .....p.5
- CGT ; CFDT .....p.6
- Ecole .....p.7
- Pierre Frank .....pp.8-9
- Sidérurgie .....p.10
- Michelin ; PTT .....p.11
- Gitanes .....p.12
- Secteur nationalisé .....p.13
- Italie .....p.14
- Nicaragua .....p.15
- Rassemblement .....p.16

## Formation à Paris

La LCR organise à Paris un cycle de formation politique élémentaire. Ce cycle est ouvert aux camarades sympathisant(e)s de la LCR, aux lecteurs et lectrices de *Rouge* et à toutes celles et tous ceux qui sont intéressés par la politique défendue par la LCR.

Le cycle aura lieu le mercredi soir à 19 h, à partir du 9 mai. Voici les thèmes qui seront traités :

- La lutte des classes dans l'Histoire : 9 mai

- Réformisme et alternative révolutionnaire : 16 mai.
- La révolution en Amérique centrale : 23 mai.
- La lutte contre l'oppression des femmes : 6 juin.
- La révolution antibureaucratique dans les pays de l'Est : 13 juin.
- Pourquoi faut-il construire un parti révolutionnaire ? : 20 juin

Pour s'inscrire, remplir le bulletin ci-contre et l'envoyer à : LCR-formation, 9, rue de Tunis, 75011 Paris. Tél : 367 62 62.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Tel : .....

Je m'inscris pour l'école : .....

Je désire plus de renseignements : .....

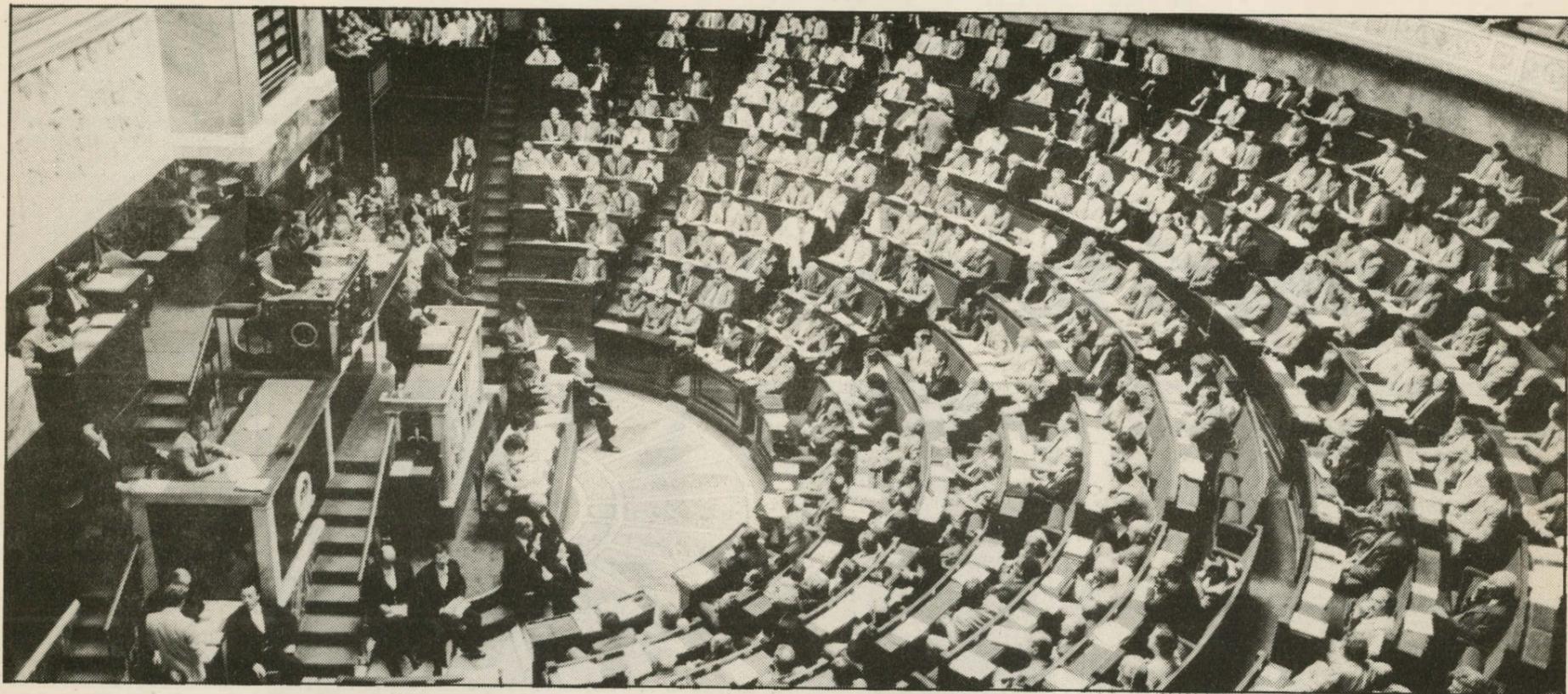
## ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F	
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F
Abonnements par avion : nous consulter		

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
Formule choisie .....  
Règlement à l'ordre de PEC,  
2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil  
Tél : 859 00 80

## Rouge

- Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
- Directeur de publication : Robert March
- Commission paritaire 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



# Les travailleurs, eux, ne votent pas la confiance

*Confiance ! Ils ont voté la confiance ! Le temps d'une séance genre Laurel et Hardy, les députés ont approuvé le choix du gouvernement : ils ont dit amen aux 20 000 licenciements dans la sidérurgie. Puis les parlementaires PS et PC ont reposé, le cœur léger, leurs séants sur les engagements du 10 mai 1981.*

Ils ont voté comme un seul homme. Les 329 députés du PS et du PCF ont dit oui à l'option chômage du Plan acier, admis qu'il y en aurait d'autres, avalisé que les travailleurs concernés paieraient la note, autorisé que le gouvernement dirige pour le patronat.

329 parlementaires, élus par les travailleurs en juin 1981, pour lutter avec eux contre le chômage et l'inflation. Et ces parlementaires, oubliant à qui ils devaient leurs sièges, se retournent contre leur base électorale et politique, bafouant le mandat explicite du 10 mai 1981, qui est aussi celui de Mitterrand.

Le gouvernement, au titre de l'article 49-1 de la Constitution, celle fabriquée par de Gaulle, l'homme du coup d'Etat du 13 mai 1958, a fait procéder à un vote de confiance. Pas un député n'a contesté la procédure. Trop contents d'avoir une « excuse ». Si nous ne votons pas, le gouvernement tombe... Pas un député n'a sommé le gouvernement de retirer cette procédure-bailleur du Parlement. Ni les députés du PC et du PS de Lorraine, ni ceux d'ailleurs.

Le gouvernement a reconnu par cette procédure le poids de la pression. Oui, il subit la marche du 13 avril des sidérurgistes et mineurs de fer, comme il subit leurs luttes. Ce sont ces travailleurs qui ont déclenché la crise au sein de la majorité, en défendant leurs intérêts contre les mesures gouvernementales qui les frappent. Alors Mit-

terrand et son gouvernement montent la barre.

Pour montrer que rien n'est amenable ni discutable dans le Plan acier, prototype d'un modèle qui sera décrété bientôt en série, ils l'ont enrobé dans un chantage. Ou c'est le vote de confiance, ou c'est la fin du gouvernement. L'existence du gouvernement, de par la volonté de ceux qui le composent et de Mitterrand, a dépendu de l'approbation de 20 000 licenciements comme elle dépendra demain du vote de la loi Savary. Là encore, la pression des dizaines de milliers de laïques obligera Mauroy et ses ministres à recourir à l'arsenal des procédures constitutionnelles.

Contre le Plan acier comme contre la loi Savary, une partie importante de la base militante et de l'électorat du PS et du PC se mobilise. C'est contre cette base que le gouvernement a demandé la confiance aux députés PS et PC, élus par les travailleurs.

Du CERES, qui frétille quand le PC se réveille, aux députés PS de Moselle, de Marchais à Lajoie, l'unité politique de la majorité PS-PC s'est faite contre les travailleurs. Ce que Mitterrand a décidé, les ministres l'ont appliqué, les députés l'ont approuvé.

Fermez le ban ! Exit le 10 mai.

## Leur débat est truqué

Au-delà du cirque parlementaire, qui discrédite un peu plus chaque jour la bande des quatre, au-delà des

clowneries des élus du peuple, le débat est truqué.

Le PS joue au chantage à la solidarité gouvernementale. C'est l'union pour l'austérité, ou le retour de la droite, dit-il au PC. Il a pourtant besoin de ce parti qui, dirigeant la CGT sans partage, a été capable d'encadrer la marche des Lorrains le 13 avril comme il contrôla la lutte des fonctionnaires le 8 mars. Devant l'ampleur des mesures d'austérité à venir, le PS a besoin d'un allié qui fasse passer la chose auprès des travailleurs, ce qu'il n'est pas capable de faire directement. Mais il a besoin d'un allié obéissant.

Le PC veut accréditer l'idée que refuser l'austérité, ça ne peut signifier que rompre l'union de la gauche et sortir du gouvernement. Ce programme « maximum » défini, il ne lui reste plus qu'à approuver d'une main ce que condamnent ses militants à la base de l'autre. Cette docilité dans les votes a désormais un prix. Pour salaire politique, le PC demande le droit d'user de son franc-parler. Mais ce qu'il exclue, par delà ses discours, c'est la mobilisation d'ensemble des travailleurs. Or, bien sûr, il parlera de luttes. Mais après l'échéance, comme cette marche du 13 avril qu'il a conduit dans les beaux quartiers pour éviter un débouché politique au Parlement et à l'Elysée, revendiqué par les Lorrains. Oui, le PC parle de luttes. Avant ou après...

Tout cela pour banaliser l'existence d'une majorité PS-PC, d'une union de la gauche, dans lesquelles il se refuse à user de ses députés et ministres, du poids de la mobilisation des travailleurs.

Ainsi, PS et PC construisent une impasse à leur mesure, pour leurs besoins : ou l'union pour l'austérité, ou le refus de l'austérité par la division et sans mobilisation.

Ce faisant, la majorité politique se

retourne contre la majorité sociale et s'en dissocie.

## Seul le combat paiera

L'unité du PS et du PC s'est faite malgré eux par la volonté des électeurs du 10 mai qui voulaient en finir avec l'austérité.

Alors, ni union pour l'austérité ni refus de l'austérité par la division des rangs ouvriers ! Ce dilemme n'est pas celui de la majorité sociale du 10 mai.

Que le PS et le PC au Parlement fassent tout pour obtenir le retrait des plans de licenciements et le retrait de la loi Savary. Ils ont tous pouvoirs pour dissuader le gouvernement d'exercer son chantage à la confiance, qui devient systématique. L'unité que les travailleurs ont imposée le 10 mai, ils l'ont fondée sur l'exigence d'une politique à leur service. Ils exigent aujourd'hui le respect des engagements. Ils donnent un contenu à l'unité : l'unité des laïques pour l'école publique, celle des Lorrains pour leurs emplois, etc. La responsabilité du PS et du PC, président et ministres ou parlementaires est écrasante. D'autant que la droite est incapable de profiter de leurs dissensions pour prétendre immédiatement au pouvoir !

Les travailleurs doivent prendre leurs affaires en main. C'est la lutte des sidérurgistes qui a fait vaciller la politique d'austérité. La force de l'ensemble des travailleurs unis dans l'action au même moment en aurait eu raison. C'est encore possible. Après le 13 avril, c'est d'une action nationale, interprofessionnelle et unitaire dont les travailleurs ont besoin pour l'emploi et les salaires. Oui, il faut un 25 avril pour l'emploi et les salaires.

C'est la voie des travailleurs contre l'austérité.

Jean Lantier

PS

# Un parti tourmenté

*La systématisation des nouvelles orientations gouvernementales fait éclater toutes les contradictions du premier parti de gauche. Le malaise interne va s'approfondir alors que tous les courants étalent leur impuissance.*

« Ils ont voté et puis après ? » On serait tenté de paraphraser la célèbre chanson de Léo Ferré, à propos du débat parlementaire du 19 avril. La « clarification » n'a fait que confirmer ce qui ressortait déjà de la conférence de presse présidentielle du 4 avril : le septennat entre dans une nouvelle phase. Et, autant que le PCF, la principale composante de la coalition gouvernementale doit en assumer les conséquences.

La plupart des commentateurs ont gravement disserté sur l'éclatement de l'alliance PS-PC. Tel n'était pourtant pas l'enjeu du

grand cirque institutionnel du 19 avril. Pas plus que leurs homologues du PC, les dirigeants socialistes ne voulaient, à cette occasion, rompre l'union de la gauche. Alors que des plans de restructuration se préparent dans de nouveaux secteurs, que le budget 1985 devrait se traduire par de nouvelles mesures anti-ouvrières, le PS — qui dispose de relais singulièrement faibles dans le mouvement syndical — a toujours besoin d'un allié capable de faire passer ces amères pilules au sein du monde du travail.

Mais il ne peut accepter que, tout en cautionnant au



gouvernement les plans de rigueur, le PC prenne publiquement ses distances, cherchant à capitaliser le mécontentement du « peuple de gauche ». Le dépôt de

la motion de confiance avait dès lors pour principal objectif, en obligeant les dirigeants communistes à capituler, de leur faire porter le poids de leurs propres contradictions et de révéler l'impasse politique dans laquelle ils se trouvent.

torale de la gauche. Même après 1977, il conserva sa référence à l'union, ce qui lui permit de faire apparaître le PC comme le principal responsable de la division.

Les dirigeants du PS ne disposent aujourd'hui d'aucun projet de rechange crédible. Ce vide est d'autant plus périlleux pour eux que déjà, certains courants dans la CFDT et le PS balisent le terrain. Aux propositions d'Edmond Maire visant à définir un nouveau projet stratégique (voir page 2), font écho les sentences du député rocardien Michel Sapin : « Le PS a démontré qu'il est prêt et qu'il peut gouverner sans les communistes. »

Cette situation se double de l'approfondissement de la crise d'identité du parti. Le développement de la politique d'austérité et la capitulation du pouvoir sur la laïcité (qui constituait jusqu'alors un ciment idéologique du courant socialiste) en ont multiplié les manifestations. Le sociologue Alain Touraine — proche des partisans de Michel Rocard dans le PS — rend parfaitement compte de cette évolution qui conforte les thèses de la « deuxième gauche » : « Le mérite essentiel du gouvernement de gauche est de nous avoir débarrassés de l'idéologie socialiste. »

## L'impuissance des courants

Tous ces éléments tendent à rendre brûlante une question latente depuis le 10 mai 1981 : A quoi sert le PS ? Les difficultés de l'équipe Jospin à mobiliser les militants en perspective des élections européennes montrent, à elles seules, l'ampleur du désarroi. Mais, c'est tout naturellement parmi les élus que cette interrogation s'est manifestée avec le plus de publicité. La rai-

son en est simple. Confrontés directement aux travailleurs qui leur demandent des comptes, les parlementaires n'ont aucune marge de manœuvre. Les institutions de la V<sup>e</sup> République les placent en effet dans l'incapacité d'influencer et de contrôler l'exécutif

Leur malaise ne peut qu'aller croissant. Outre la mise au pas du PCF, la motion de confiance avait également pour objectif de rappeler au groupe parlementaire que tout serait mis en œuvre pour le contraindre à la discipline.

Le débat interne va sans nul doute se réactiver, chaque tendance cherchant à répondre à ce nouveau contexte. Au sein de l'aile mitterrandiste, Jean Popereau vient de publier un texte visant à répondre à la désorientation de la base. Pourfendant le « courant d'origine chrétienne qui a pris la relève de la tradition opportuniste », le numéro deux du PS préconise d'accompagner les concessions gouvernementales à la droite et au patronat, d'un durcissement idéologique. « Nous avons dit que notre ligne était une ligne de compromis politique, écrit-il ; mais pour assumer sans y succomber le compromis politique, il faut être fort dans ses idées. Sur le terrain idéologique, il n'y a pas de compromis... » Cette théorisation du double langage risque, en réalité, d'aboutir à l'inverse du but recherché. Car elle ne peut qu'approfondir, aux yeux des militants, le divorce entre les références générales et l'orientation concrètement appliquée.

Quant au CERES, il reprend ses critiques. Selon l'AFP, ses représentants au bureau exécutif auraient indiqué le 18 avril, que « l'action du gouvernement ne correspond pas à la ligne de Bourg-en-Bresse... La politique décidée en mars 1983 a échoué... » Dans la foulée, ils « n'excluraient pas » de demander un congrès extraordinaire. Ils se gardent bien, cependant, d'aller plus loin.

Les députés appartenant au CERES n'ont pas manifesté plus de réticences que leurs collègues à voter la confiance à Mauroy. Et le courant conserve, à la direction, les sièges qui lui ont été attribués après la synthèse du dernier congrès. Ce qui le rend co-responsable de l'action du parti et qui permettait récemment à son dirigeant, Michel Charzat, membre du secrétariat du PS, d'approuver chaleureusement les plans industriels de Delors et Fabius (voir Rouge du 13 avril). L'impuissance du CERES est à l'image de celle des autres courants du parti.

Christian Picquet

## PCF

# Oui aux licenciements !

*Le PCF approuve les 20 000 licenciements dans la sidérurgie. Raccourci abusif ? Pas du tout. Le groupe parlementaire n'a pas fait autre chose que les ministres : il a approuvé. Sans même remettre une seule seconde en cause le procédé de ce vote dit de confiance, héritage typique du pouvoir personnel de de Gaulle.*

On comprend mieux l'acharnement qu'a mis le PC à présenter le 13 avril des Lorrains comme une marche « syndicale ». On voit mieux pourquoi il a œuvré à détourner le cortège des centres du pouvoir, afin de mieux priver de débouché politique la montée des sidérurgistes licenciés à Paris.

Pour salaire politique de cette canalisation des luttes, déjà opérée au détriment des fonctionnaires après le 8 mars, le PC revendique la libre parole, la libre critique. Il peut bien agiter des perspectives de luttes, il le fait quand l'occasion est passée (13 avril) ou quand elle n'est pas encore là. Toujours et soigneusement à contretemps.

Ainsi le PCF fait des efforts pour banaliser la majorité politique à laquelle il appartient, l'union de la gauche dont il est un des deux piliers. Ni recours à l'intervention de ses députés et de ses ministres, ni re-

cours à la mobilisation d'ensemble des travailleurs.

Car le PC veut tout ramener au faux dilemme, au faux choix : l'union au prix de l'acceptation de l'austérité et le refus de l'austérité au prix de la division, c'est à dire du retrait des ministres

communistes, et la rupture de l'alliance PS-PC.

Une seule question reste en suspens, pour ce parti : à quel moment atteindra-t-il un point de non-retour qui, une fois passé, lui fera estimer qu'il a plus à perdre en restant au gouvernement qu'en le quittant. Pour l'instant, il semble que le choix le plus rentable soit de demeurer.

Rester pour dire oui aux licenciements, partir pour une nouvelle saga de la division musclée avec le PS. Sombre perspective pour le PC, car elle est de toute façon en forme d'impasse stratégique.

J. L.



CETTE MAJORITE A DES COMPTES A RENDRE !

# Réponses à quelques questions

**1** Puisque vous dites qu'il fallait s'attendre à ce que Mitterrand et son gouvernement fasse une politique d'austérité, pourquoi avoir mené campagne, comme vous l'avez fait en 1981, pour la victoire de Mitterrand ?

Nous ne regrettons pas d'avoir contribué à la victoire de Mitterrand, des députés du PS et du PCF en mai-juin 1981. Il est vrai que nous n'avons jamais eu la moindre confiance dans le programme proposé à l'époque, dans l'absence totale de volonté de combattre les racines réelles de la crise économique. C'est bien pour cela que nous n'avons jamais soutenu le programme commun de l'Union de la gauche.

Mais en 1981 quelle était la situation ? D'un côté Giscard et le patronat, qui accumulait plan d'austérité sur plan d'austérité. De l'autre, les travailleurs qui pour se défendre, pour faire échec au plan Barre, ne voyaient d'issue que dans le PS et le PCF.

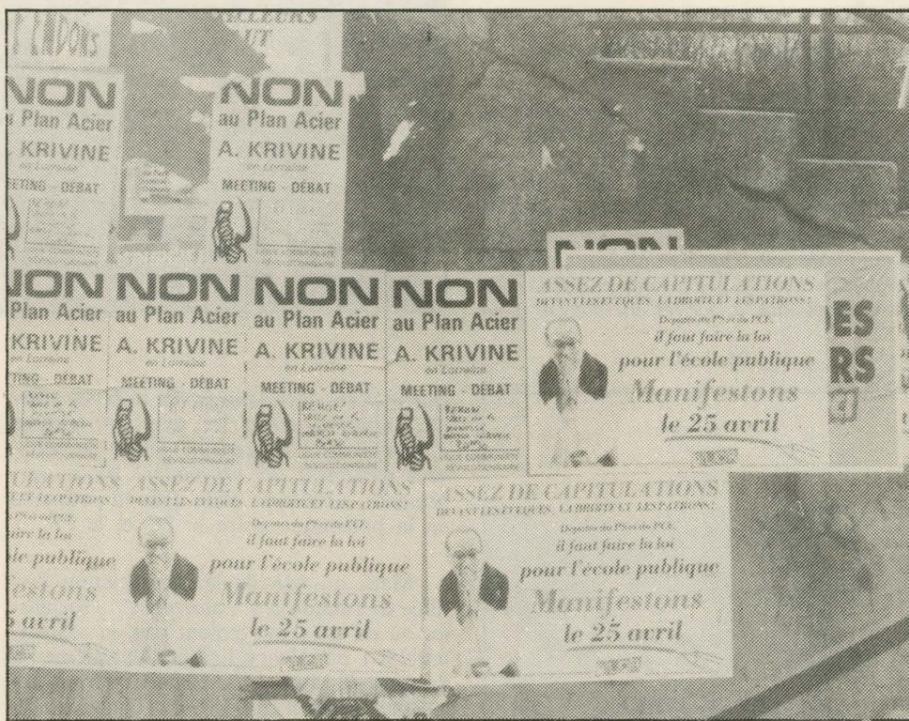
Nous disions, à l'époque, aux travailleurs : vous voulez battre Giscard ? Nous aussi ! Et nous ferons tout pour le battre. Vous attendez du PS et du PCF qu'ils arrêtent l'austérité ? Nous, non. Ni leur programme, ni leur volonté ne permettront d'y arriver. Mais nous ferons tout pour que, affaibli par sa défaite électorale, la politique patronale soit mise en échec par l'action et la mobilisation des travailleurs. Car seule cette action permettra d'imposer une politique conforme aux aspirations exprimées le 10 mai. Et ces mesures à prendre, ces décisions contre le patronat, nous exigeons avec vous qu'elles soient prises par les dirigeants en qui vous avez confiance.

**2** En 1981, le PCF, lui, insistait sur les moyens du changement, critiquait le Parti socialiste. A l'époque, vous le traitiez de diviseur.

Oui, et nous avions raison. Quel sens avait la critique du PCF ? Pendant quatre ans de 1977 à la veille du 10 mai, le PCF disait aux gens « Mitterrand et Giscard c'est pareil ! ». Il polémiquait sur le nombre de ministres ou de nationalisations... mais se servait de cela comme prétexte pour ne pas mener bataille sur une chose simple, élémentaire : il faut battre Giscard ! Le PCF est même allé jusqu'à attendre la veille du second tour pour annoncer qu'il accepterait de voter pour Mitterrand. C'était dire aux gens : « Les conditions ne sont pas réunies pour battre la droite. »

Mais cela n'a pas empêché le PCF de signer, en juin 1981, un accord avec le PS aussi flou que le programme de Mitterrand

*La situation actuelle dans le pays alimente de vives discussions dans les entreprises et le mouvement ouvrier. Les militants de la LCR sont eux-mêmes confrontés à de nombreuses questions. Nous avons essayé ici de résumer les plus fréquentes ainsi que les réponses que nous y apportons.*



et surtout d'accepter depuis trois ans de voter les mesures d'austérité au gouvernement et à l'Assemblée.

Cela ne l'a pas empêché non plus de traiter souvent de gauchiste ou d'agent de la droite ceux qui, dans les entreprises, ont refusé haut et fort, depuis trois ans, ces mesures d'austérité.

A quoi sert d'être très virulent, avant le 10 mai, sans dire qu'il faut avant tout battre Giscard ? A quoi sert, une fois Giscard battu, de se taire, au nom de la solidarité gouvernementale ?

Ainsi en mars 1983, le PCF n'ignorait pas qu'un plan d'austérité était en préparation pour le lendemain des élections. Pourquoi n'a-t-il pas saisi cette occasion pour développer ses propres propositions, pour prendre à témoin les travailleurs au lieu de taire toute critique sur la politique du gouvernement, en faisant liste unique avec le PS dès le premier tour ?

**3** Aujourd'hui, le PCF critique le gouvernement et appelle à la mobilisation. Pourquoi ne soutenez-vous pas ceux qui disent qu'il devrait quitter le gouvernement ?

Comment avoir confiance dans le PCF pour prendre la tête des luttes ? Qu'est-ce qui l'empêche dès aujourd'hui par exemple de se battre pour une action nationale autour des Lorrains ? Le PCF a beaucoup de militants dans la CGT ? Pourquoi ne pas proposer dans ce syndicat comme cela s'était fait sous Giscard en 1979, une grande marche interprofessionnelle sur l'emploi au lieu de laisser chacun agir dans son coin ? Pourquoi ses députés, plutôt que de faire jouer le « suspens » avant de voter la confiance ne demandent-ils pas que soit soumis au vote le plan acier, rejeté par le PCF, mais aussi par de nombreux députés socialistes ?

Pourquoi, même au gouvernement, le PCF accepte-t-il de se soumettre aux articles 49-1 et 49-3 de la constitution gaulliste qui servent à faire passer le plan acier et le plan Savary ?

Donc, nous ne semons pas d'illusion sur ce que changerait leur départ de ce point de vue. Aujourd'hui le PCF veut nous faire croire qu'il n'y a le choix qu'entre deux solutions : ou le maintien de l'unité avec le PS... et l'austérité, ou, bien la division comme avant mai 1981 et la défense des revendications.

Ce choix nous ne l'acceptons pas. Si le PCF veut vraiment combattre l'austérité,

qu'il propose dès maintenant à tous d'agir ainsi, en premier lieu aux militants socialistes en portant le débat partout devant les travailleurs. On verrait bien alors que ce problème ne serait plus une polémique PC-PS mais un rejet commun venant de tous ceux qui ont voté à gauche le 10 mai.

**4** Vous demandez aujourd'hui aux députés du PCF et du PS de refuser la politique du gouvernement, en ne votant pas la loi Savary par exemple. Croyez-vous qu'ils n'aient pas la même position que les ministres ?

Pour nous il n'y a aucune différence entre tous ces gens-là. Ils sont tous aux mêmes partis et soutiennent le même programme. Mais nous n'acceptons pas la duplicité.

Regardez sur la question laïque. Le 25 avril, dans toute la France on voit dans la rue des députés du PCF et du PS critiquer violemment le plan Savary. Si on leur demande pourquoi ils ne le stoppent pas, ils nous disent « on n'y peut rien, c'est le gouvernement qui décide ». Là nous disons non ! Ils ne peuvent pas dire qu'ils n'y peuvent rien ! S'ils le voulaient, s'ils étaient vraiment des députés des travailleurs, ils s'opposeraient à cette mascarade ! S'ils s'y refusent alors ils sont en fait complices de cette politique, mais ils essaient seulement de se dédouaner aux yeux des travailleurs qui les ont élus. Nous ne marchons pas dans cette combine. Avec les travailleurs et les laïques qui sont dans la rue, nous leur demandons des comptes, chacun verra ce que valent vraiment leurs déclarations.

Cela sert à une chose simple : rappeler que tous ces gens, tous ces députés, ne sont que les représentants de la majorité qui a voté pour eux en 1981. Rappeler que cette majorité est toujours bien présente et qu'elle conteste ceux qui parlent en son nom.

**5** Mais pourquoi demander des comptes aux députés, puisque vous, la LCR, dites qu'ils sont complices de la politique de leurs partis ?

Mais justement parce que, même si en Lorraine, beaucoup crient à la trahison, la grande majorité des travailleurs font encore confiance à ces gens-là. C'est encore d'eux qu'ils attendent quelque chose.

Si quelqu'un vous dit : « Ah, si j'avais une bouteille d'eau, je pourrais la changer en vin devant vous, mais quel malheur il n'y a pas d'eau ici », qu'est-ce que vous faites ? Vous lui apportez une bouteille d'eau pour montrer à tous ce que vaut l'illusionniste.

Aujourd'hui, ils nous disent : « On ne peut pas s'opposer au plan Savary, car les rues sont pleines de défenseurs de l'école privée, il faut répondre à la voix populaire. » Dans la rue, le 25, nous leur prouvons quelle est la volonté populaire, ce que veulent vraiment les travailleurs de ce pays pour l'école.

Nous leur montrons bien ainsi que la seule solution pour imposer le changement, c'est la mobilisation d'ensemble des travailleurs, leur propre force.

Le choix n'est pas entre Jospin (« C'est la rigueur avec nous, ou l'austérité avec la droite ») ou Marchais (« C'est l'unité avec l'austérité ou la division... et le retour de la droite »).

Que tous ceux qui ne sont pas d'accord avec cela le disent haut et fort à leurs dirigeants, voilà un pas concret qui peut permettre d'en faire bien d'autres.

Laurent Carasso



Cortège de la LCR, à la manifestation des sidérurgistes



# Krasucki et Maire : à chacun sa partition

*Lutte après lutte, Henry Krasucki « sonne le tocsin ». Et Edmond Maire réclame « une grande ambition ». Mais ni l'un ni l'autre ne proposent les moyens de mobiliser l'ensemble des travailleurs.*

Avec des accents de délégué ouvrier, Henry Krasucki a souligné, le vendredi 20 à Marseille, la contradiction aujourd'hui vécue par nombre de militants : « Ce serait trop bête, a-t-il dit, de s'être créé une occasion historique d'accomplir un progrès social et démocratique décisif et de la laisser passer sans rien faire. » Trois ans après le 10 mai, les préoccupations les plus courantes sont en effet facilement résumées : « Il s'agissait bien, comme le précise Krasucki, de maintenir et d'améliorer le pouvoir d'achat des salaires. Depuis deux ans, il diminue et c'est pire cette année. » « Il s'agissait bien de reconstruire et de développer les industries françaises, poursuit le secrétaire général de

la CGT, pour faire reculer le chômage (...) Mais c'est le contraire qui est décidé et qui se fait. »

## Action de masse...

Faut-il voir dans de tels propos une sorte d'illustration de la volonté, chez les dirigeants du PCF et de la CGT, de conserver leur « liberté de critique » ? A l'évidence, oui. Krasucki se plaisait d'ailleurs assez à souligner comment « il est profondément choquant de voir ceux qui décident réellement des orientations du gouvernement que la confiance populaire a portées au pouvoir pour



## Un 1<sup>er</sup> Mai dans la division

Contrastant avec les manifestations du 25 avril, le 1<sup>er</sup> Mai sera marqué par des mobilisations éparpillées. Et la plupart du temps par la division.

Le contre-exemple de la Lorraine montre qu'autre chose était possible : compte tenu du niveau atteint par les luttes, les syndicats appellent à des rassemblements unitaires dans tous les bassins sidérurgiques et miniers de la région. Autre contre-exemple, Lyon, où la CFDT a décidé d'appeler à un 1<sup>er</sup> Mai avec la CGT.

Dans l'ensemble, la CFDT a rejeté la perspective de manifestations communes. A cause des pressions de la confédération, certes ! Mais aussi par réaction contre diverses manœuvres de la direction de la CGT.

Celle-ci, tout en appelant « à l'unité », se soucie de laisser cette « unité » totalement vide de toute dynamique de mobilisation. Parfois, tout en faisant de telles « démarches unitaires » des directions de la CGT sont allées jusqu'à refuser une action com-

mune en soutien des droits des immigrés...

Tel est le chassé-croisé de la division : chaque refus d'unité alimente le suivant.

Pour dire ce que les travailleurs ressentent, trois ans après le 10 mai 1981, le 1<sup>er</sup> Mai aurait dû, aurait pu être un jalon significatif. Edmond Maire ne le voulait pas et Krasucki se contentait, en pratique, de faire des déclarations dans le seul souci de ressouder sa base.

Il y aura ensuite « le 4 mai des Renault ». Puis, peut-être, un « 12 mai des salariés de la fonction publique »... Bref, le train-train d'une pratique syndicale sans perspective réellement efficace. Une pratique qui, dans quelque temps, sera ponctuée des pleurs habituelles : il y a moins de syndiqués, c'est la crise du syndicalisme !

Un 1<sup>er</sup> Mai 1984 à l'image de la crise de ces directions syndicales tout occupées à protéger chacune à sa façon ses amis au gouvernement.

entreprendre des changements réels retourner aux ornières d'hier et tenir le langage d'autrefois ». L'expression « ceux qui décident réellement des orientations du gouvernement » a toute sa place sans la poursuite de la polémique entre le PC et le PS...

Mais, au-delà de la dénonciation justifiée de l'action des « partenaires » socialistes où en est l'engagement pris en septembre 1981 par Henry Krasucki lui-même au meeting de la porte de Pantin : « Nous entendons, avait-il rappelé à l'époque, agir comme une force autonome. » (Le Peuple, n° 1114 du 10 septembre 1981). Et le voilà, après trois ans d'expérience, s'adressant à Marseille aux travailleurs : « Vos intérêts et vos espoirs deviendront ce que vous mêmes en ferez. »

## Sans moyens pratiques

Pour la plupart, les travailleurs auront bien l'impression qu'« il n'est pas nécessaire d'être secrétaire général de la CGT pour dire ça », comme le faisait remarquer, le 16 mars dernier, un sidérurgiste de Longwy après le discours de Krasucki. La seule proposition, en effet, est de « faire grandir avec la CGT et dans l'unité une action syndicale de masse qui deviendra irrésistible ».

« Irrésistible » ? Certes. Encore faut-il en proposer les moyens. Imaginons donc un instant...

... Henry Krasucki, pour ne pas s'en tenir à des déclarations sans grandes conséquences, propose : avant la fin du mois de mai, une grande action unitaire interprofessionnelle doit se réaliser. Avec de grandes manifestations partout, et particulièrement à Paris, devant les sièges des Chambres patronales et en direction des pouvoirs publics. C'est possible. C'est nécessaire. Ainsi les patrons et la droite sentiront la réalité du rapport de forces en faveur de la classe ouvrière. Ainsi, au niveau politique, le gouvernement devra entendre, venant des larges masses, un cri : « Stop ! Demi-tour, gauche ! ».

... Pour atteindre cet objectif, on le sait, il faut le préparer. Ces propositions d'action unitaire sont donc soumises au débat des travailleurs, partout : dans les entreprises, les localités, que se tiennent des assemblées générales unitaires, des réunions intersyndicales ! Cette activité de la grande masse des travailleurs permettra, tout en préparant

l'action de tous ensemble, de s'adresser à ceux qui ont été élus il y a trois ans pour leur rappeler ce pour quoi ils ont été mis là.

## Unir, agir, pour s'en sortir

De telles propositions, si Henry Krasucki les faisait, prouveraient qu'il fait passer la priorité ouvrière avant la priorité aux manœuvres entre partis au gouvernement. Faites largement, elles auraient un écho positif tant auprès de la masse des militants de la CGT que de nombreuses organisations de la CFDT. Ce serait la meilleure façon de redonner aux travailleurs confiance dans les organisations syndicales.

Edmond Maire lui-même devrait en tenir compte. Et certainement pas en remettant en cause l'objectif du « socialisme autogestionnaire » comme il s'y emploie (voir page 2). Il ne pourrait plus chercher à tirer parti à sa façon de l'échec du gouvernement comme il vient encore de le faire au « Club de la presse d'Europe 1 », le dimanche 21 au soir. En effet, réaffirmant que « la rigueur pour la rigueur cela ne suffit pas, il embouchait la trompette des critiques au gouvernement pour réclamer « une grande ambition », absente comme ont pu le constater la plupart des travailleurs. Cependant, sa définition de cette « ambition » est singulièrement peu ambitieuse... : il marchande une diminution, « par voie législative » (sic) de la durée du travail et « de meilleures procédures de négociations sur les restructurations ». Bref, au prix d'un vague « relance » de « l'horizon » fuyant des trente-cinq heures, il se contente de cautionner tous les plans patronaux, sans remettre en cause leur définition de la « modernisation » qu'il s'agit seulement d'« accompagner » d'une meilleure politique sociale. Quand il parle — lui aussi ! — de « mobilisation », c'est pour dire que, chacun dans son entreprise ne doit pas ménager ses « efforts » pour discuter « pied à pied » avec son représentant patronal !

De la « grande ambition » telle qu'Edmond Maire la définit à la volonté d'action selon Henry Krasucki, il y a, malgré les apparences, au moins un point commun : aucun des deux ne se soucie de tracer le chemin de l'action unie de la classe ouvrière.

Pierre Rème

## Préparer la prochaine échec

Des centaines de milliers, des millions dans la rue !

Démonstration est faite que les travailleurs sont attachés à l'unité, pour une fois réalisée.

Démonstration est faite que la majorité du 10 mai ne s'est pas envolée, qu'elle est capable de remettre la droite à sa place.

Démonstration est faite que le peuple de gauche condamne les concessions gouvernementales aux évêques, à la droite et aux patrons.

Rien ne s'oppose à ce que le gouvernement respecte les engagements. Rien, sinon la volonté politique de rechercher la conciliation avec l'adversaire. La guerre scolaire met à nu la politique du gouvernement, car celui-ci, dans cette affaire, ne peut arguer ni de « la crise internationale », ni de l'absence du « peuple de gauche ».

C'est donc contre la propre base populaire des partis majoritaires que Mitterrand entend imposer la loi Savary. Il est prêt pour cela

à utiliser les procédures les plus antidémocratiques d'une Constitution qu'il dénonçait hier. Dès lors, le peuple de gauche adresse ses exigences aux députés majoritaires : pour qu'ils rejettent le projet Savary, qu'ils rendent les fonds publics aux écoles publiques, qu'ils votent un autre budget pour l'Education nationale.

Et qu'enfin, ils fassent la loi pour l'école publique !

Quel sens prendrait la présence dans la rue le 25 avril des députés socialistes et communistes, s'ils devaient maintenant approuver la loi Savary ou entériner de fait l'utilisation de l'article 49-3 ?

Les jours qui viennent sont décisifs : la mobilisation laïque ne doit pas retomber, alors que la droite envisage l'organisation d'une manifestation nationale. Pour que les laïques montent en masse à l'Assemblée, de tout le pays, il faut s'y prendre avant le vote du projet de loi, pas après.

Nicolas Jeanson

# Pour la laïcité Des millions de personnes dans la rue



A 21 h 30, une partie des manifestants n'avait pas encore quitté la place de la Bastille à Paris. Un demi-million de personnes ont parcouru les rues de Paris de 18 h 30 à 22 h 30. Fort de plusieurs milliers de personnes, le cortège de la LCR fut l'un des rares à donner une animation par son dynamisme et ses mots d'ordre.

Les plus grosses manifestations se terminent à l'heure du bouclage de Rouge. Que fait ressortir un premier bilan ?

— Les cortèges du 25 ont été les plus importants depuis 1968, en général, parfois depuis les grandes journées d'action de 1977. La majorité du 10 mai ne s'est donc pas envolée !

— Les militants du PS et du PC se sont massivement mobilisés. Mais la plupart des cortèges animés par ces partis ont défilé dans un silence pesant. En donnant la parole aux manifestants, leurs dirigeants craignaient de n'entendre pas que des gentilles à l'égard du gouvernement.

— Il n'empêche que le sentiment général était d'avoir fait une démonstration de force, face à la droite, mais aussi à l'adresse du gouvernement.

— Après la montée à Paris des sidérurgistes et des lorrains le 13 avril, les manifestations laïques du 25 font la preuve éclatante que le « peuple de gauche » se mobilise pour une autre politique, pour en finir avec les concessions aux évêques comme aux patrons.

● **TARBES**. 4 000 personnes. Plusieurs dizaines de personnes se regroupaient derrière la banderole de la LCR.

● **MULHOUSE**. Plus d'un millier de manifestants. Les militants de la LCR constituaient un pôle dynamique et combatif.

● **DIJON**. Plus de 5 000 personnes. Au terme d'une importante activité sur la laïcité, la LCR organisait un cortège.

● **TOURS**. 12 000 manifestants.

tants. On remarquait notamment dans la manifestation des cortèges de la SKF (métallurgie) et des cheminots. Plus d'une centaine de personnes étaient présentes avec la LCR.

● **BELFORT**. Près de 5 000 manifestants, ce qui représente une mobilisation dix fois supérieure aux journées d'action départementales. L'Ecole émancipée formait un cortège d'environ 200 militants.

● **TROYES**. 5 000 manifestants. A noter un fort cortège de la CFDT derrière des calicots exigeant « Assez de concessions à la droite et aux patrons ». La LCR regroupait environ 150 personnes.

● **AMIENS**. 20 000 manifestants. A titre de comparaison, la dernière grande journée d'action régionale en 1977, avait mobilisé 4 000 personnes. Une centaine de personnes suivait la LCR.

● **BLOIS**. 6 000 manifestants. Un fort pôle combatif était constitué par l'Ecole émancipée (150 personnes). A la dispersion, un représentant de l'Ecole émancipée interpella le député socialiste Mortelette. Devant son refus de se battre pour le retrait du projet Savary, ce dernier fut abondamment conspué.

● **TOULON**. 10 000 manifestants. Une démonstration considérable pour la ville. On constatait toutefois l'absence de cortège des chantiers navals.

● **RENNES**. 16 000 manifestants. Le CDAL n'en attendait que 10 000. La LCR regroupait près d'une centaine de militants.

● **LAVAL**. 4 000 manifestants. De nombreux sec-

teurs émanait une nette volonté de combat, exprimée par des mots d'ordre tels que : « Retrait du plan Savary » et « Abrogation des lois antilaïques ». A noter la présence d'une vingtaine de militants du PCI.

● **BORDEAUX**. 65 000 manifestants. Les plus gros cortèges étaient formés par les organisations du CDAL et des délégations de quartiers ou de villages, souvent autour de leurs amicales laïques. A l'échelle de toute la région, la droite n'avait pas réussi un tel rassemblement. Plus de 200 personnes se retrouvaient derrière la LCR.

● **ROUEN**. 25 000 manifestants. Nombre de cortèges mettaient directement en cause Savary, par des slogans comme « Savary, ministre, tu trahis ! ». Les pôles dynamiques de l'Ecole émancipée et de la LCR regroupaient respectivement 150 et 200 personnes.

● **NANCY**. 4 000 personnes. Le cortège de la LCR a constitué un pôle combatif.

● **CHARLEVILLE**. 3 000 personnes. Le cortège de la LCR fut remarqué.

● **NANTES**. 30 000 personnes. Plus d'une centaine de manifestants ont défilé autour des banderoles de la LCR.

● **LILLE**. Plus de 100 000 personnes. Un déferlement rarement vu dans la ville de Mauroy. La LCR regroupait plusieurs centaines de personnes.

● **LYON**. 50 000 personnes. La manifestation fut assez dynamique. Le cortège de la LCR était plus que significatif.

● **MARSEILLE**. 40 000 personnes. Plusieurs centai-

nes manifestants de la LCR furent plutôt bien accueillis.

● **STRASBOURG**. 3 000 personnes. Un cortège de la LCR, très dynamique. L'Ecole émancipée regroupait plusieurs dizaines de personnes.

● **CHAMBERY**. 10 000 personnes. Des sections syndicales de la CGT et de la CFDT d'entreprise, en petits nombres, étaient présentes.

● **BESANÇON**. 10 000 personnes. Le cortège de la LCR regroupait près d'une centaine de personnes.

● **CAEN**. 5 000 personnes. 350 manifestants se sont retrouvés derrière la LCR.

● **REIMS**. 4 000 personnes. La plus grosse manifestation depuis la grève générale de 1977. Le pôle dynamique fut pourtant le cortège de la LCR.

● **NIMES**. 25 000 personnes. Peu de mots d'ordre, sauf autour des banderoles de la LCR. Toutes les unions locales CGT et CFDT du département furent présentes.

● **CLERMONT-FERRAND**. 30 000 personnes. La LCR, avec quelques dizaines de manifestants, fut un des pôles les plus dynamiques.

● **EPINAL**. 4 000 personnes. La manifestation fut presque muette, malgré des cortèges importants du PS et du PCF.

● **SAINT-BRIEUC**. 20 000 personnes. Les mots d'ordre de notre cortège furent largement repris. La banderole de tête du CDAL titrait son opposition au plan Savary.

De nombreux cortèges demandaient les fonds publics pour l'école publique.

● **CHARTRES**. 7 000 personnes. Malgré quelques problèmes avec le service d'ordre de la CGT, le cortège de la LCR, composé de près d'une centaine de personnes, fut très bien perçu.

Les sections CGT de la métallurgie de Dreux furent très remarquées par leur dynamisme.

● **PAU**. 11 000 personnes. La manifestation était colo-

rée d'écoles du pays basque. Une centaine de militants dans le cortège LCR de Pau et de Bayonne et de jeunes avec les JCR.

● **LA ROCHELLE**. 12 000 manifestants, un cortège dynamique de l'Ecole émancipée.

● **BEAUVAIS**. 4 000 personnes. Le cortège SNI à forte majorité Ecole émancipée était remarqué. Cortège CGT important, la CFDT rassemblait enseignants et métallos sous ses banderoles.

● **METZ**. 4 000 personnes. La CFDT regroupait la moitié des manifestants. Plusieurs dizaines de manifestants se regroupaient dans le cortège de la LCR.

● **LIMOGES**. 11 000 personnes. Important cortège CGT, surtout de la fonction publique. Beaucoup de jeunes, dont une partie s'était regroupée autour des banderoles de l'AGER UNEF. Plusieurs dizaines de personnes ont défilé avec la LCR.

# Pierre Frank

## Le témoignage d'Ernest Mandel

La biographie politique de Pierre Frank se confond avec l'histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale. L'histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est en grande partie l'histoire des grandes luttes politiques qui dominent la scène internationale au cours des cinquante dernières années.

Loin d'être extérieur ou de se replier sur lui-même, le mouvement trotskyste s'est inscrit dès ses origines dans le combat pour résoudre des problèmes vitaux pour le prolétariat et le mouvement révolutionnaire international.

Pierre Frank a participé à toutes ces grandes batailles. La première de ces batailles fut celle contre la montée du stalinisme, dans le Parti communiste d'Union soviétique et dans l'Internationale communiste, contre l'usurpation du pouvoir par une bureaucratie parasitaire et privilégiée avec toutes les conséquences désastreuses qui en ont découlé pour la société soviétique et le mouvement ouvrier international.

Cette bataille s'est

prolongée en une lutte contre les crimes commis par le stalinisme et ses agents à l'égard des révolutionnaires de par le monde.

Pierre Frank était du premier noyau de communistes qui n'ont pas attendu le 20<sup>e</sup> Congrès du PCUS, ni les révélations de Soljénistyne — sans parler des élucubrations des nouveaux philosophes — pour défendre la continuité et l'honneur du communisme dès l'époque des purges sanglantes et des procès de Moscou.

La deuxième de ces batailles fut celle contre la montée du nazisme en Allemagne et en Europe et la lutte pour le front unique ouvrier, seul moyen efficace pour écraser la bête fasciste. La contribution du premier



Pierre Frank en compagnie d'Ernest Mandel.

noyau trotskyste en France pour sensibiliser l'avant-garde ouvrière sur les menaces qu'Hitler faisait peser sur la classe ouvrière allemande et mondiale ne peut qu'imposer le respect sur la lucidité dont il a fait preuve, sous l'impulsion de Léon Trotsky, comme ce fut le

cas de sa lutte contre le stalinisme.

La troisième grande bataille internationale des trotskystes avant la Deuxième Guerre mondiale fut celle contre l'étouffement de la montée des luttes ouvrières et révolutionnaires des années trente par la politique

dite du « Front populaire » avant tout en Espagne, en France, en Belgique, en Tchécoslovaquie, mais aussi dans des pays comme les Etats-Unis. Là encore Pierre Frank s'engagea à fond.

Le refus aveugle des grandes organisations politiques de la classe ouvrière, avant tout des PC, à comprendre la nature historique vitale de ces trois batailles a conduit les marxistes-révolutionnaires à la conclusion que pour assurer la victoire de la révolution mondiale, il fallait rompre programmatiquement, stratégiquement et organisationnellement avec le stalinisme, le réformisme et le centrisme, qu'il fallait construire une nouvelle direction révolutionnaire pour le prolétariat international. Dans cette tâche de construction de la IV<sup>e</sup>

Internationale, Pierre Frank s'est jeté corps et âme, il y a consacré le meilleur de lui-même.

Sur ces tâches initiales se sont ensuite greffées celles qui se sont dégagées des événements ultérieurs de la lutte de classe mondiale :

— la lutte contre la deuxième guerre impérialiste ;  
— la lutte pour la défense de l'URSS, contre la tentative de l'impérialisme allemand d'y restaurer le capitalisme avec les moyens d'une barbarie immonde ;  
— la lutte contre la restauration de l'économie capitaliste et de l'Etat bourgeois en France et en Europe occidentale à la fin de la Deuxième Guerre mondiale ;

## Enthousiaste, trotskyste et lucide

L'apport de Pierre Frank à la construction de notre organisation en France est immense. Le résumer est évidemment difficile et inévitablement subjectif. On peut cependant dire qu'il contribua à former une nouvelle génération de révolutionnaires, sachant utiliser toutes les leçons de l'histoire du mouvement ouvrier.

Pierre Frank aura en tout premier lieu contribué à ce que notre organisation soit section française de la IV<sup>e</sup> Internationale. Et il lui aura apporté ce qu'on appelle la « continuité ». Pour une organisation révolutionnaire, ce terme a une signification précise. Il caractérise sa capacité à utiliser toutes les leçons de l'histoire du mouvement ouvrier, de ses victoires comme de ses défaites.

La tâche était loin d'être aisée. Chacun sait que la réaction stalinienne a tout fait — vraiment tout — pour briser cette continuité, pour priver de contenu les références à la tradition révolutionnaire du prolétariat, à celle de l'In-

ternationale communiste de Lénine et de Trotsky. Or, l'histoire politique ne connaît pas de réfrigérateurs où pourraient être emmagasinés les « acquis historiques » et d'où il suffirait de les extraire, au moment opportun. La « continuité » du programme révolutionnaire n'est pas sa répétition ; elle ne peut se limiter à sa pure et simple conservation, sous peine de se voir stérilisée.

Plus que tout autre, Pierre savait d'où venaient nos idées et notre programme. Il en connaissait l'histoire, pour en avoir été l'un des artisans. C'est dire à quel point il comprenait comment s'imbriquaient les grands événements politiques et la pensée (ou-

jours dominée par ce qui s'était passé avant) des militants révolutionnaires. Cette imbrication, bien que souvent conflictuelle, est la condition du progrès de la théorie révolutionnaire elle-même, et donc de sa survie. Mais cette fusion suppose avant tout l'existence d'une organisation structurée et non de vagues regroupements. En amont et en aval, la théorie politique doit être concrète, c'est-à-dire liée à l'intervention dans la lutte de classes.

Voilà pourquoi, même à la fin des années cinquante, alors que les militants de la section française n'étaient que quelques dizaines, Pierre était intraitable sur la rigueur du fonctionnement du « parti ». Ce Parti communiste internationaliste — que de Gaulle fera dissoudre à l'issue du mouvement de Mai 68 — dont les militants disposaient, en moyenne, d'un haut niveau de formation, fut un facteur décisif dans le processus qui conduisit à la fusion avec la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR, formée en 1966 par des militants exclus de l'UEC et du PCF et interdite, elle aussi, par le pouvoir gaulliste) et à la

fondation de la Ligue actuelle.

Dans ce processus, Pierre Frank sut combiner un recul réel sur notre propre histoire — et donc la sienne — avec un engagement militant jamais démenti. L'expérience montre à quel point une telle attitude est difficile à tenir. Ce faisant, il aura contribué à former une nouvelle génération de révolutionnaires à la fois trotskystes et non sectaires. Dans ce but, il aura su combiner l'ouverture aux problèmes nouveaux et un nécessaire « conservatisme » théorique. Ce dernier trait était pour lui synonyme de préservation d'outils essentiels comme par exemple la théorie de la révolution permanente. L'expérience des masses indonésiennes, massacrées par centaines de milliers en 1965 après avoir suivi un PC qui croyait en la « révolution par étapes », montre à elle seule combien il avait raison.

Enthousiaste, trotskyste et lucide, beaucoup l'ont été contradictoirement (et successivement). Chez Pierre, ces trois qualités sont restées complémentaires. Il aura su nous en faire profiter.

Hubert Sandor

Pierre Frank à l'enterrement d'André Marty, en novembre 1956. Il était venu apporter l'hommage de la IV<sup>e</sup> Internationale à ce militant calomnié et exclu du PCF.



Pour participer aux frais des obsèques : chèques à l'ordre de la LCR c/o Rouge, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil.

avant tout dans les colonies françaises secouées dès mai 1945 par une formidable montée de luttes anti-impérialistes, de l'Algérie à l'Indochine ;

— la lutte pour comprendre le sens historique des révolutions victorieuses après la Deuxième Guerre mondiale en Yougoslavie, en Chine et au Vietnam, révolutions dirigées par des partis issus du mouvement communiste international stalinisé, rompant avec le stalinisme sur des questions clés stratégiques et théoriques, maintenant une conception bureaucratique du parti, de l'Etat et des rapports avec les masses ouvrières avec toutes les conséquences qui en suivirent ;

— l'intervention dans la crise prolongée qui secoua le stalinisme à partir de ces victoires, et les contradictions internes des Etats ouvriers bureaucratisés, crise qui va de la rupture Staline-Tito de 1948 à travers le 20<sup>e</sup> Congrès du PCUS et la révolution hongroise, au conflit Moscou-Pékin, au printemps de Prague et à l'effritement dudit « mouvement communiste international » sous Krouchtchev et sous Brejnev ;

— la lutte pour l'intégrité et l'unité de la IV<sup>e</sup> Internationale, contre les effets de la « longue traversée du désert » sur sa propre cohésion interne, contre les scissions irresponsables provoquées par un fractionnisme aveugle, pour son insertion croissante dans le processus vivant des trois secteurs de la révolution mondiale ;

— la lutte pour ancrer la IV<sup>e</sup> Internationale dans les jeunes générations révolutionnaires qui apparurent dès les années soixante en réponse aux révolutions algérienne, cubaine et vietnamienne, pour les orienter vers la classe ouvrière dont la remontée des luttes en France et en Occident, à partir de Mai 1968 restait une certitude pour Pierre Frank.

Beaucoup de ces combats ont été couronnés d'un succès historique certain. D'autres ont conduit à des succès partiels. D'autres encore n'ont donné jusqu'ici que des résultats modestes. Mais tous font partie du combat nécessaire pour l'émancipation mondiale des travailleurs, du combat pour le socialisme international.

On ne mesure pas l'engagement au succès qu'il remporte, dans un laps de temps déterminé. On en mesure la nécessité en posant la question : que sera le sort de l'humanité, que sera le sort des travailleurs si ces problèmes ne sont pas résolus ?

La leçon qui se dégage de la vie exemplaire de Pierre Frank est la fidélité au programme, aux projets, et à l'organisation communiste, c'est le seul moyen d'être à la fois lucide et utile comme être humain dans l'immense drame qui déchire le monde en train d'enfanter une société nouvelle.

Ernest Mandel



En 1971, Pierre Frank au côté de la jeune génération de la Ligue communiste et des dirigeants de Lutte ouvrière.

## Un vétéran se souvient Quand il était minuit dans le siècle

*Rodolphe Prager, vétéran de notre mouvement, rappelle ici l'activité de Pierre Frank durant la Deuxième Guerre mondiale.*

C'est vers la fin d'août 1939 que Pierre Frank nous rejoignit à Bruxelles. Il ne resta que quelques jours et s'embarqua pour l'Angleterre le jour même de la déclaration de guerre. Dès le lendemain, le pays se ferma aux résidents étrangers et ainsi échoua le plan de la Délégation à l'étranger (DE) de l'ex-PCI (dit groupe Molinier) de s'éloigner du continent européen et d'établir une antenne aux Etats-Unis. Cette DE comprenait Pierre Frank, Raymond Molinier, Eduardo Mauricio, Maurice Segall, Maurice Brague et Rodolphe Prager en tant que délégué « jeune », s'était rassemblée à Bruxelles dès juin-juillet, établissant une collaboration étroite avec le groupe Contre le courant de Georges Vereeken et rencontrant aux Pays-Bas le vétéran révolutionnaire Henk Sneevliet, leader du RSAP.

Convaincu de l'imminence de la guerre, l'ex-PCI qui s'était dissout fin 1938 pour adhérer au PSOP de Marceau Pivert, décida en mai 1939 de prendre toutes dispositions en prévision du conflit mondial : mise en place d'un appareil clandestin et, surtout, élection d'une Délégation à l'étranger chargée d'assurer la permanence d'une

direction politique et d'étendre les liens internationaux. Les *Lettres d'Angleterre* envoyées par Pierre, ses articles de discussion signés F. Match, ses traductions d'écrits récents de Trotsky, parurent dans la *Correspondance internationaliste* que nous éditions à Bruxelles d'août 1939 à avril 1940. Ses contributions étaient toujours très attendues alors que surgirent des problèmes ardues tels que la guerre menée par l'URSS contre la « petite » Finlande. Son autorité politique était incontestable et nous, jeunes de la JCI, le considérons comme notre maître à penser, restant marqués par les cours qu'il nous fit sur la révolution permanente à notre local du faubourg Saint-Martin.

Après vingt numéros parus en Belgique, Pierre reprit l'édition de la *Correspondance internationaliste* à Londres avec quelques militants qui l'entouraient, dont Betty Hamilton d'une activité remarquable. Les cinq numéros publiés de juin à octobre 1940 sont d'une grande richesse et comportent des documents significatifs comme l'appel « Pour vaincre Hitler ». L'ultime numéro du 31 octobre s'élève contre l'arrestation de Pierre, le 19 octobre, et la peine de six

mois de détention que lui infligea le tribunal de police le 29 octobre. Considéré par le juge « comme un personnage dangereux », il fut interné plus durablement dans l'île de Man sous un climat assez inhospitalier, jusqu'en novembre 1943. Dans l'impossibilité d'entretenir une correspondance politique et d'être informé, ses brèves lettres à Betty Hamilton qui l'assiste avec un grand dévouement dénotent une impatience certaine.

Pierre avait engagé auparavant avec Raymond Molinier qui parvint à le rejoindre à Londres muni d'un passeport étranger, une correspondance avec Trotsky en vue d'esquisser un rapprochement, voire une fusion. A la suite du premier attentat perpétré contre Trotsky, ils lui témoignèrent le 25 mai 1940 leur solidarité et lui proposèrent « de surmonter les rapports tendus par plusieurs années d'une dure querelle »... (voir textes dans les *Cahiers Léon Trotsky*, n° 9). Les termes étaient trop généraux et les difficultés trop importantes pour trouver une solution rapide à distance, en l'absence d'une information plus complète et d'un échange de vues approfondi avec toutes les parties concernées. L'intention de Frank et Molinier était précisément de se rendre au Mexique et aux Etats-Unis dans ce but, Trotsky ne pouvait que répondre avec une grande prudence, comme il le fit le 1<sup>er</sup> juillet, soulignant la nécessité d'un engagement à se plier aux

principes de la IV<sup>e</sup> Internationale et à respecter sa discipline. La réponse de Frank-Molinier du 5 août « acceptant les droits et les devoirs qui sont définis dans la lettre du 1<sup>er</sup> juillet » ne parvint à destination qu'après la mort de Trotsky.

Pierre rendit compte de cette correspondance et d'autres lettres échangées avec le Secrétariat international, en produisant tous ces documents, dans un rapport « *Sur mon exil* » qu'il remit au comité central du PCI le 7 juin 1946.

Il précisa aussi quelle fut son activité en Grande-Bretagne depuis son retour du camp. Il collabora, en premier lieu, avec des émigrés trotskystes afin de combattre les tendances fortement révisionnistes de la direction des trotskystes allemands, et se consacra à soutenir la minorité de la section britannique favorable à l'entrisme dans le Labour Party. Le Secrétariat européen créé en France

dans la clandestinité insista, de son côté, pour un prompt retour de Pierre, ayant besoin de collaborateurs qualifiés et l'unification étant chose faite depuis février 1944.

Toujours sous le coup de sa condamnation de 1939 à « huit fois un an de prison », Pierre débarqua en février 1946 à Ostende rasée par les bombardements où je l'accueilli. Je lui fis passer à pied la frontière à Mouscron-Tourcoing et il arriva à Paris sans encombre. Nous n'eûmes pas assez de jours et de nuits pour discuter de la situation. J'avais surtout le souci de lui présenter le nouvelle physionomie du mouvement trotskyste rajeuni, renouvelé, largement bouleversé, qu'il allait retrouver après sept ans d'absence. De lui présenter les nouveaux dirigeants qui s'étaient dégagés : Pablo, Mandel, etc. De lui décrire également les difficultés en cours dans le PCI où un courant « droitier » n'avait été contenu au congrès qui venait de se tenir qu'à quelques voix près. En son absence, on avait élu Pierre membre suppléant du comité central. Dès son retour, un membre du CC lui céda sa place et il se trouva sur le champ dans le feu de l'action avec la préparation de la première conférence internationale de l'après-guerre qui se tint le 3 mars 1946. Je n'oublierai pas nos retrouvailles à Ostende !

Rodolphe Prager

### Bibliographie

- *Histoire de l'Internationale communiste* (2 tomes), éditions La Brèche
- *Le stalinisme*, petite collection Maspero
- *La IV<sup>e</sup> Internationale*, petite collection Maspero (épuisé)
- A noter aussi sa préface à *Où va la France ?* de Trotsky.

## LORRAINE

# Comment faire céder le gouvernement ?

En Lorraine, la mobilisation est maintenue mais cherche les moyens d'être efficace. Fabius cherche à jouer l'usure en jetant de la poudre aux yeux.

« Il suffit de se mettre en rapport avec la préfecture de Metz », répondent les services de Fabius aux patrons « soucieux des possibilités offertes » par « l'aide » de l'Etat à la reconversion. Quelques dizaines de PME se manifestent, ces jours-ci, précédant le voyage du « super » (?) ministre de l'Industrie ce jeudi 26 en Lorraine.

Trois années sans charges sociales, cela attire un certain nombre de patrons. Dont, sans doute, une assez forte proportion de « chasseurs de primes », comme cela s'est déjà pratiqué depuis plusieurs années : trois sur quatre des « nouvelles entreprises » installées avec l'« aide » de l'Etat ou de la région depuis cinq ans sont parties sous d'autres cieux ou ont déclaré une faillite dès qu'il s'agissait de payer des charges normales. On le voit, il n'y a pas là de quoi résoudre les problèmes de l'emploi en Lorraine : l'ANPE y enregistre 92 068 personnes et les offres d'emplois stagnent au niveau ridiculement bas de 2 461, inférieur de plus de 40 % à celui de l'an passé. Encore faut-il ajouter, en Lorraine plus qu'ailleurs, le problème de l'emploi des femmes sans emplois bien que non-inscrites aux ANPE : le taux de femmes dans la sidérurgie (10 %), longtemps et encore mono-industrie

régionale, a pour elles un effet dissuasif.

## Fabius déplace de l'air

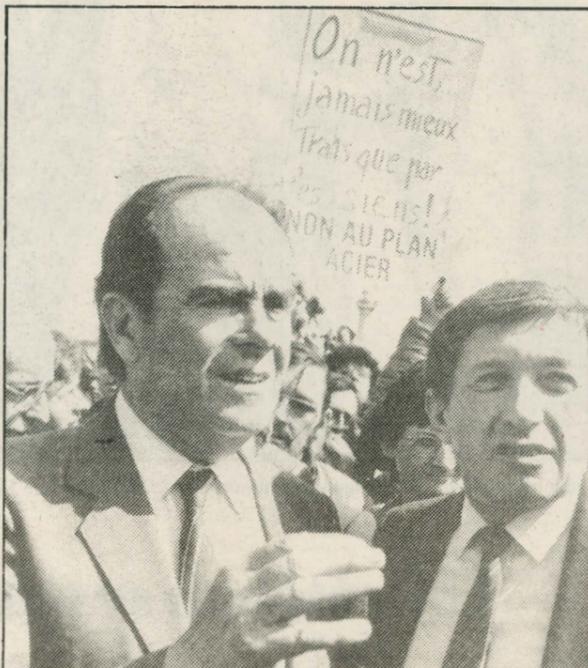
Fabius ne peut résoudre, avec les moyens choisis, les véritables problèmes : en supprimant 15 000 emplois de sidérurgistes en Lorraine, il raye aussi, d'un trait de plume, environ vingt-cinq mille emplois chez des sous-traitants ou parmi les divers emplois « induits » (transports, commerce, etc.) ; autant de chômeurs qui s'ajouteront aux cent mille déjà recensés.

Il a beau évoquer « un engagement des entreprises nationalisées », personne ne peut y croire vraiment : celles-ci ne suppriment-elles pas 4 à 5 % de leurs effectifs en ce moment même ? Par ailleurs, sur la sidérurgie, c'est le refus de réouvrir le dossier : faute d'arguments pour défendre le bien fondé des décisions...

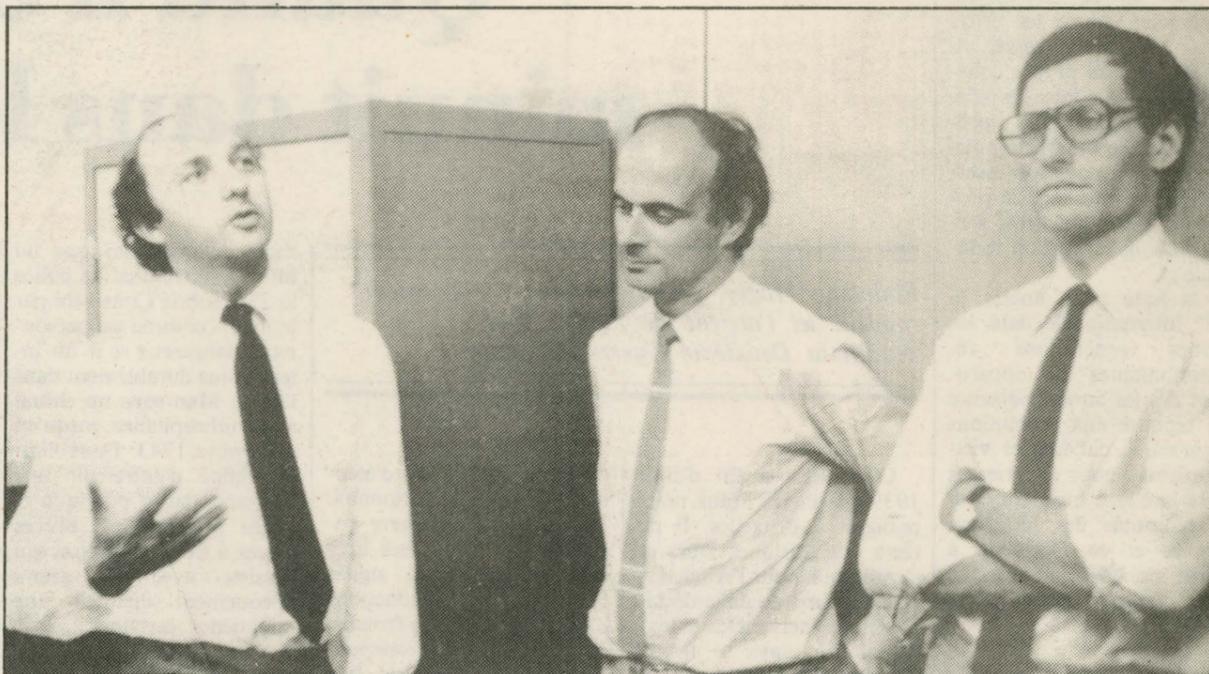
Rien d'étonnant, donc à ce qu'il soit accueilli par un mot d'ordre de grève unitaire de toutes les organisations syndicales.

## Maintenir la mobilisation

Cependant cet appel, limité à une heure de 13 h 30 à 14 h 30 traduit bien les difficultés, aujourd'hui, de la mobilisation. Le rejet des



Place de la Nation, le 13 avril. Marchais n'était pas épargné.



Fabius n'a pas grand chose dans ses bagages.

décisions gouvernementales se maintient. Mais que faire, après le 13 avril, pour faire plier le gouvernement ? Une grève de plusieurs heures pour la venue de Fabius, par exemple, aurait été peu suivie, à cause de la perte d'argent dans les actions précédentes et aussi par son aspect répétitif, à un niveau bien moindre, de la grève générale réellement massive le 4 avril dernier.

Dès lors, on voit le risque : à côté de la « conscience d'être trahis », l'impuissance pratique peut amener un certain succès du calcul de Fabius. « Faute de gagner sur l'objectif, prenons ce qu'il nous donne »... Si une telle idée devenait dominante, ceux de Gandrange (8 000), ceux de Pompey (2 000), ceux de Neuves-Maisons (2 000), ceux de

Longwy (5 000) se retrouveraient chacun dans leur coin, isolés face aux conséquences locales du Plan acier.

## Unir et gagner

Les deux questions déterminantes, aujourd'hui, sont celle de l'unité et celle du rapport de forces, sur des bases claires, par rapport au gouvernement. La volonté d'en découdre avec celui-ci est telle que, en Lorraine, c'est la masse des travailleurs sans appartenance politique qui attendaient l'éventuelle sortie du PCF du gouvernement : « S'ils sont contre ce qui se fait, qu'ils le montrent ». Leur secret espoir était que, ce frein levé, l'action puisse se développer plus facilement... En même temps, chacun sent la

Dans la manifestation du 13 avril.



fragilité de l'unité syndicale réalisée, « restée de sommet et donc fragile », comme dit le tract diffusé par la LCR.

« Pour solidifier l'unité ouvrière, explique-t-il, il faut que nous ayons notre mot à dire dans des assemblées générales de chantier, de site, de bassin. » C'est en effet sur une telle base que des actions « coup de poing » peuvent être maintenues sans risque de se minoriser. C'est aussi sur une telle base que de prochaines initiatives d'ampleur, y compris en direction du gouvernement, peuvent se préparer.

Et l'espoir réel, en Lorraine, est de voir que ces exigences sont largement partagées par les sidérurgistes. Malgré le vote de la « confiance », y compris par les députés qui avaient critiqué le Plan acier et par le PCF, la lutte est encore à l'ordre du jour.

Pierre Rème

MICHELIN-CLERMONT-FERRAND

# « Une affaire politique »

*Michelin, le gros capital familial, se met au goût du jour, restructure et supprime des emplois. L'usine de Clermont-Ferrand, vingt-cinq mille travailleurs est en première ligne.*

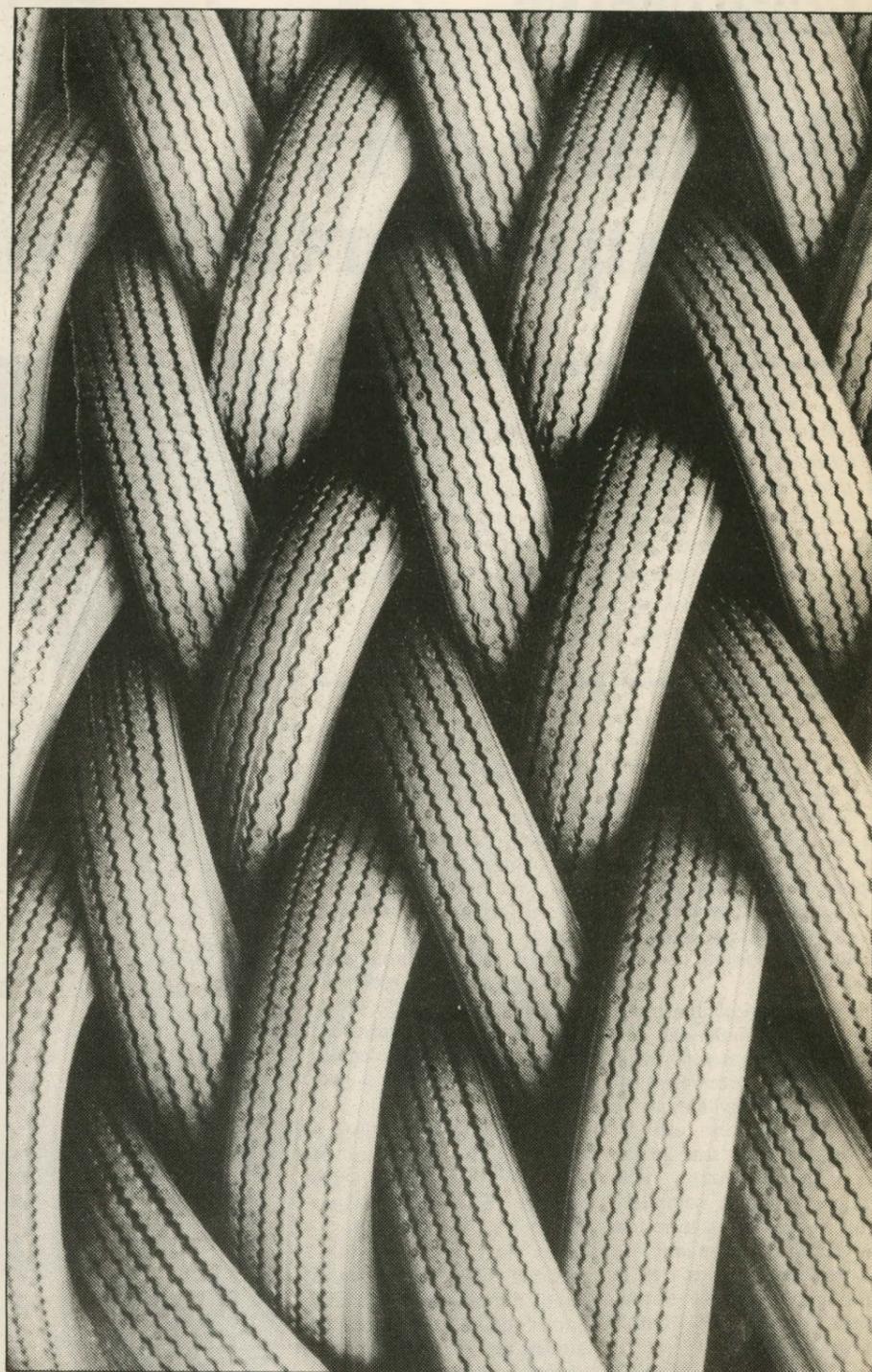
« C'est un sabotage de l'outil de travail, une affaire politique », ce commentaire sans appel est courant chez les travailleurs de Michelin, à Clermont-Ferrand. « Il y a du boulot, ajoutent-ils, et plus précisément des commandes qui ne sont pas honorées. »

Trois mille cinq cents suppressions de postes, départs en pré-retraite, aide au retour pour les immigrés maghrébins et turcs, in-

citation à la création d'entreprises pour les jeunes (!), ces mesures ne font guère illusion. « Ceux qui sont partis en pré-retraite en 1982, n'arrivent pas à joindre les deux bouts, avec une pension représentant 65 % de leur salaire [50 % versés par l'Etat et 15 % par Michelin]. » La direction fait tout pour diviser le personnel, utilise tous les moyens de pressions pour inciter au départ. Dans bien

des ateliers « ça balise », chacun espère ne pas être « sur les listes ». Car à Clermont, « c'est Michelin qui donne du travail ». Le plan annoncé, apparaît comme un « répit », après la psychose à la fermeture organisée depuis 1982. Jeunes immigrés, retraités en puissance se disent « on verra bien ».

Il y avait peu de monde à la manifestation appelée séparément par la CGT et la CFDT contre les suppressions d'emplois, cinq cents travailleurs environ. FO, c'est l'habitude, était absente. La CGT et la CFDT, plutôt que de refuser tout licenciement, revendiquent d'en négocier le nombre, se privant ainsi d'unifier tous



les travailleurs dans la riposte.

Rentabiliser, décentraliser, développer de petites usines comme au Puy, où le travail en semi-continu est de règle, Michelin redéploie pour affronter une concu-

rence acharnée avec Goodyear, numéro un du pneu mondial.

Clermont, la plus grosse usine du groupe, en subit les conséquences. En 1977, les travailleurs de l'usine

s'était opposé avec force à l'instauration du semi-continu. « Une vraie explosion. » Même si la mobilisation est encore faible, aujourd'hui, « Les Michelin devraient à nouveau faire parler d'eux. »

M. M.

Meeting de la CGT devant l'usine Michelin, en 1978.



TRI-PTT CAEN

# Coup de frein au redéploiement

*L'intervention des CRS sur ordre du ministre, la passivité des fédérations syndicales, n'ont pas empêché les postiers d'arracher un compromis après plusieurs semaines de grèves.*

Mexandeu est-il subitement devenu raisonnable ? Il reconnaît en tout cas un mérite à la grève des postiers caennais, dans son interview mardi 24 au journal *Ouest France* : attirer son attention sur leur refus de la dégradation du service public. Il était temps ! Il n'avait rien trouvé de mieux que de leur envoyer les CRS (voir *Rouge* du 21 avril). En septembre et octobre 1983, il assurait ne « rien comprendre à la grève des centres de tri ».

Les postiers ont repris le travail, après le retrait des flics. L'accord de fin de grève

maintient sept suppressions de postes sur les seize redéploiements prévus, accorde une « étude d'effectif » préalable pour les neuf autres ; la négociation doit s'ouvrir cette semaine à propos du paiement des jours de grève, aucune sanction ne sera prise contre les grévistes.

« On enregistre des adhésions ou des réadhésions au syndicat », commente un militant de la CFDT. « Tout le monde fait la différence entre la section et la fédération. Elle nous a laissé tomber en proposant une grève le 4 mai, après avoir annoncé qu'elle prendrait ses respon-

sabilités dès le 19 avril... jour où Mexandeu réunissait les directions régionales des postes ; on n'a plus entendu parler de la grande journée nationale d'action que nos camarades de la CGT nous avaient annoncé pour ce jour-là ! »

De nombreux centres de tri, à travers le pays, ont témoigné leur solidarité à ceux de Caen. Des bruits courent selon lesquels Mexandeu chercherait à faire débloquer quelques crédits pour améliorer les salaires des agents, qu'il reconnaît lui-même être très modestes.

Reste que le budget des PTT prévoit toujours deux embauches pour trois départs en retraite... Les postiers auront encore de sérieux coups de frein à donner pour empêcher l'application du plan de redéploiement !

M. M.



Vingt mille infirmières et infirmiers ont manifesté à Paris mardi 24 avril. Le Conseil d'Etat annulant le décret définissant leur statut, à la demande des médecins biologistes, les met « hors la loi ».

MICMO GITANE

# Dernier cri : le temps partiel scolaire !

Après la Thomson où les travailleuses se sont vues imposer le travail en équipe et des réductions de salaire, l'usine Liff dans la Sarthe, où les femmes mariées ont été contraintes au temps partiel, une filiale de Renault expérimente à son tour « le temps choisi » avec le « temps partiel scolaire ».  
Une voie royale pour les patrons !

Le directeur de Micmo Gitane, fabrique de vélos de la Loire-Atlantique et filiale de Renault, vient d'annoncer le 19 mars dernier le « plan social » qui devrait permettre de supprimer cent quinze emplois, recensés par la direction comme étant en trop.

Dans cette entreprise, où plus de la moitié des 471 employés sont des femmes, les mesures proposées offrent aux travailleurs le « choix » suivant : départ volontaire avec une prime de quarante-cinq mille francs, mutation volontaire dans le cadre de la « bourse aux emplois » mise en place par la Régie ou — et c'est la grande nouveauté ! — plusieurs formules de « temps partiel scolaire ».

A l'évidence, la dernière mesure vise le personnel féminin de l'entreprise, plusieurs demandes de « mercredis libres » ayant, soi-disant, été enregistrées par la direction. Trois formules sont proposées : l'une comporte les « mercredis libres » avec une réduction de 20 % du salaire, l'autre, les congés scolaires, avec réduction de 50 % du salaire, et la troisième cumule les mercredis et les congés sco-

laire, avec un salaire amputé de 60 % ! On peut souscrire à l'une ou l'autre de ces formules en signant un contrat de un ou deux ans, avec à la clef une prime de six mille à douze mille francs.

Aux dernières nouvelles, le « temps partiel scolaire » n'avait guère eu plus de succès que les autres mesures : trois travailleuses seulement se déclaraient prêtes à l'accepter.

On comprend la réticence des travailleuses devant de telles amputations sur leurs salaires. Chez Micmo Gitane, plus de la moitié des salaires nets sont déjà inférieurs à 3 800 francs. Autre motif d'inquiétude : ces formules de temps partiel se situent dans le cadre de suppressions d'emplois, à l'évidence un retour à temps plein apparaît comme totalement hypothétique, quand ce n'est pas purement et simplement le licenciement au bout du contrat.

L'échéance, c'est le 16 mai. Que fera la direction dont l'objectif est les cent quinze suppressions d'emplois ? Les syndicats vont-ils accepter de négocier sur les bases de ce plan, préten-



nement social, qui n'a d'autre fonction que de faire accepter aux travailleurs, en les divisant, des licenciements déguisés, des réductions de salaires ?

Cette situation s'est déjà produite à la Thomson à Angers et à l'usine Liff dans la Sarthe. Le danger est

lourd de voir se généraliser ce type de procédure dans les entreprises qui « restructurent ». Sous couvert de situations d'exceptions, la pression du chômage aidant, le patronat accule les travailleurs et plus particulièrement les travailleuses à accepter, entreprise par entreprise, dans l'iso-

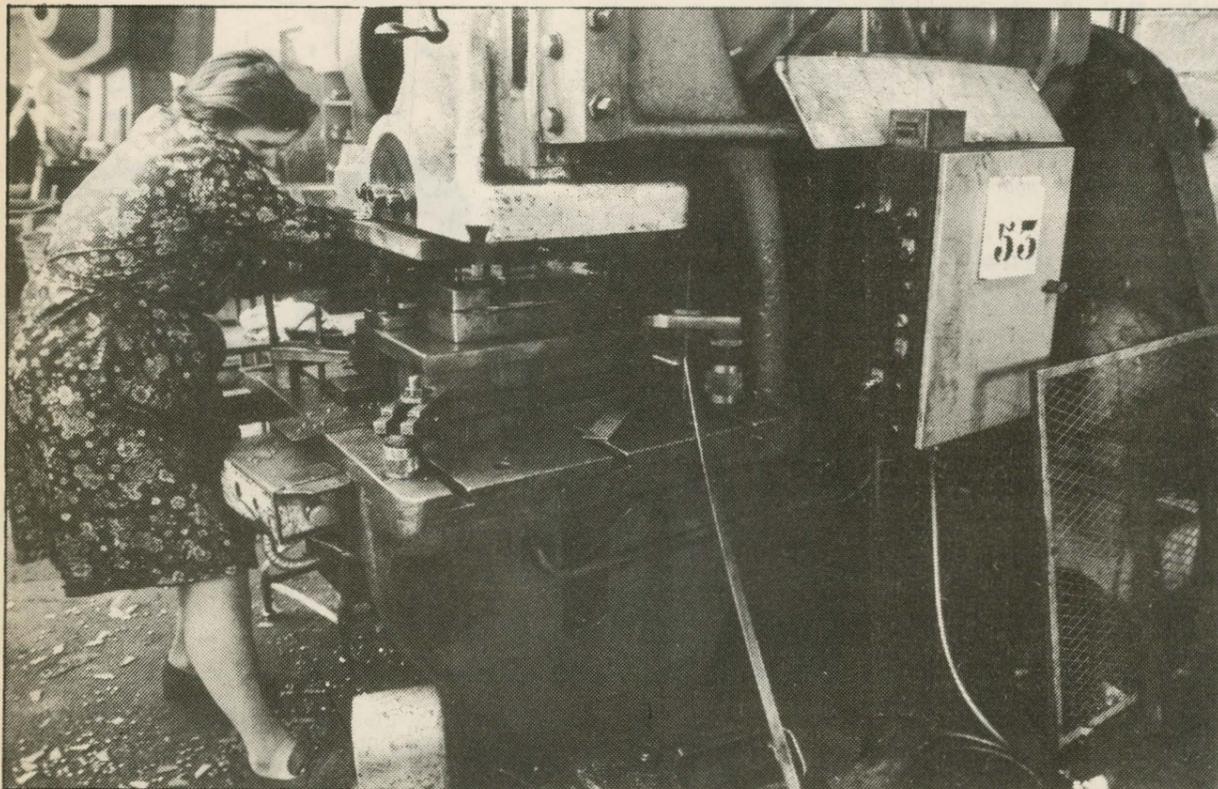
lement le plus complet, une remise en cause d'acquis élémentaires en terme de garantie de l'emploi. Ce sont les femmes qui sont les premières visées par ces mesures, mais à terme c'est l'ensemble des travailleurs que le patronat veut atteindre.

Ici, comme à la Thomson, ou à Liff, c'est déjà une application du projet de loi sur le « temps choisi » avant même que celui-ci soit rendu public.

Trois exemples qui tracent tout un programme... patronal.

Sonia Folloni

60 % du salaire et... vive la vie de famille !



CHIFFRES

50 000

C'est le nombre de demandeurs d'emplois supplémentaires qui se sont inscrits en mars à l'ANPE, 1 850 environ par jour ouvrable. Soit une augmentation de 2,3 % sur le mois précédent, de 11,4 % en un an.

96 133 325 F

C'est la somme qui sera versée aux actionnaires du groupe Bouygues (travaux publics), une augmentation de 19 % sur la précédente distribution... Et pour l'année 1984, le groupe prévoit un accroissement de 22 % de son chiffre d'affaires.

2 450 000

Pierre Mauroy illustre le propos « gouverner c'est prévoir » : ne tenant plus la « ligne de crête » des deux millions de chômeurs, il a préféré annoncer à l'Assemblée nationale qu'il « considère comme probable un chômage en fin d'année de l'ordre de 2 450 000 personnes ». Précision : au rythme de 25 000 de plus chaque mois alors que, comme il est indiqué plus haut, ce « rythme de progression » est de 50 000 par mois en ce moment.

5 %

C'est la hausse des cours sur le mois à la Bourse de Paris. Cette tendance s'affirme depuis le 3 avril. A regarder de près, note l'hebdomadaire des affaires la Vie française, « Le réveil du marché a correspondu très exactement à l'annonce des choix gouvernementaux concernant l'épineux dossier de la sidérurgie française. Or, il est évident que les investisseurs ont immédiatement interprété le « lâchage » de la Lorraine comme une preuve de réalisme dans la conduite des affaires du pays. Et, par la suite, la détermination du président de la République, puis le ralliement bien que forcé des ministres communistes à la politique engagée ne pouvaient que renforcer la même idée : les priorités économiques de François Mitterrand ont bel et bien changé (...) La Bourse ne saurait en effet espérer mieux. » Vive la crise, comme dirait Montand !

20 F

En vente auprès des militants ou à la librairie La Brèche



Pensez à la  
souscription





SECTEUR NATIONALISE

# Administration ou luttes syndicales

*La régie Renault vient de donner le coup d'envoi des élections aux « nouveaux » conseils d'administration des entreprises nationalisées. D'ici au mois de juin, 2 200 000 salariés vont être concernés.*

La loi d'avril 1983 prévoit que les travailleurs, au lieu d'envoyer deux observateurs désignés par le comité central d'entreprise pour assister au conseil d'administration (CA), éliront de « véritables » administrateurs. Ces derniers auront les mêmes droits — y compris le droit de vote — que les autres, représentants de l'Etat ou des actionnaires privés, toujours présents. Ces administrateurs salariés constituent un tiers du CA et sont élus sur un « programme de gestion » à la proportionnelle sur des listes parrainées soit par un syndicat, soit par 10 % des élus (CE, DP) de l'entreprise.

## Un piège pour le syndicalisme ?

Ces dispositions visent-elles à répondre à un vaste mouvement des travailleurs du secteur public désireux de prendre les choses en main et de participer à la gestion de leur entreprise ? Cela semble peu probable ! En réalité, il s'agit d'associer, de façon institutionnelle, le mouvement syndical à la cogestion des entreprises contrôlées par l'Etat, au moment même où la politique d'austérité est loin de les épargner : politique salariale aussi brutale que dans la

fonction publique, restructurations sauvages, licenciements... (Thomson, voir *Rouge* n° 1104).

L'objectif du gouvernement a été réaffirmé à plusieurs reprises. En décembre 1982, lors du colloque socialiste pompeusement intitulé « Nationalisations : la voie française », J. Auroux défendait ainsi son projet : « Permettre au mouvement syndical d'abandonner la banderole pour le tapis vert » ! En mars 1984, Laurent Fabius, au cours d'un nouveau colloque, « Nationalisation : démocratiser pour réussir », a récidivé. Un peu de cogestion pour instaurer la productivité... Certaines dispositions légales sont d'ailleurs sans ambiguïté : obligation de respecter la confidentialité, le « secret des affaires » sous peine de poursuites (individuelles) !, incompatibilité du poste d'administrateur avec tout mandat syndical.

## La cogestion contre les travailleurs

Cette dernière disposition est présentée comme visant à assurer la séparation entre le syndicalisme et la gestion. En réalité, il s'agit surtout d'assurer l'autonomie des administrateurs vis-à-vis des organisations syndicales et des travailleurs, de leur per-

mettre de ne plus avoir de comptes à rendre à personne.

Les directions et le gouvernement ne manquent jamais une occasion de rappeler que les entreprises nationalisées appartiennent au secteur concurrentiel. Et, de fait, elles continuent à être gérées selon le critère exclusif du profit, dans le cadre de « l'autonomie de gestion », en l'absence de toute référence à une quelconque planification qui prendrait en compte les besoins sociaux. La conséquence inévitable, c'est de remplacer la solidarité ouvrière par la concurrence entre les travailleurs : entre ceux de l'entreprise nationalisée et ceux des entreprises concurrentes, entre travailleurs de la même entreprise dans la course sans fin aux sacrifices et à la rentabilité.

Qui peut sérieusement croire que dans l'ambiance feutrée des CA, sous le sceau du secret, à l'abri de la vigilance des travailleurs, parmi les technocrates de l'appareil d'Etat et les représentants des intérêts privés français ou multinationaux, des solutions anticapitalistes à la crise s'élaborent et que prendra forme une « autre politique » ? Cela évidemment ne tranche pas le débat en cours dans le mouvement ouvrier sur l'intervention des travailleurs en matière de politique industrielle et d'alternatives économiques.

## L'indépendance du syndicat

Comment le syndicat, participant au CA, dont les solutions auront été « loyalement » étudiées puis repoussées au nom du réalisme et qui aura, au bout du compte, participé à la décision, pourra-t-il mobiliser les travailleurs ensuite ? Sans compter que la logique implacable de la gestion capitaliste ne manquera pas de s'exercer aussi sur les administrateurs syn-

dicaux. On peut déjà en mesurer les ravages : à la Régie, la CGT s'est présentée comme le syndicat de la feuille de paie et de la défense de... la marque ; quant à la CFDT, elle, elle est fière d'avoir voté la « mondialisation » de Renault (voir *le Matin* du 13 mars 1984).

Quand leurs représentants auront voté les investissements, les restructurations voire les licenciements, quel recours auront les travailleurs ? Il y a tout lieu de craindre qu'au niveau syndical la solidarité avec les administrateurs l'emportera sur la défense des intérêts des salariés, vite qualifiés de corporatistes ou de peu réalistes.

Nouvelle occasion de mesurer leur représentativité ou d'illustrer leurs différentes orientations de collaboration de classes pour les directions confédérales, ces élections risquent fort d'accélérer une évolution inquiétante pour le mouvement syndical. Au moment où les attaques du patronat privé ou public mettent à l'ordre du jour la mobilisation, l'action de masse dans les entreprises, les responsables syndicaux tendent à se transformer en professionnels de la gestion et de la négociation, et les structures syndicales en appareils électoraux. Au cours des deux dernières années, un travailleur d'une entreprise nationalisée n'aura pas été convié moins de six fois à voter pour des élections professionnelles : DP, CE, Sécu, prud'hommes, et maintenant conseil d'administration...

Ce qui est en jeu, c'est de savoir que les travailleurs et les militants syndicaux combattifs pourront redonner au syndicalisme sa raison d'être : la défense des intérêts ouvriers et la transformation de la société ou si un pas de plus sera franchi dans l'institutionnalisation du syndicalisme et son intégration à la gestion de l'ordre capitaliste.

François Duval

## ITALIE

# De nouvelles responsabilités pour les conseils

*La présentation d'un « décret-bis » sur l'échelle mobile marque un premier recul du gouvernement Craxi. Mais le contenu de ce décret est loin de répondre aux exigences des travailleurs. Ce qui n'a pas empêché le PCI et la CGIL d'y voir une base satisfaisante de discussion.*

Avec son décret-bis sur l'échelle mobile, présenté par le gouvernement dès le 17 avril, Bettino Craxi a réussi au moins à faire taire la fronde du Parti communiste au Parlement et de la CGIL dans le pays. Ces deux organisations ont souligné — à juste titre — que la chute du décret présenté le 16 février dernier était une victoire pour les travailleurs, mais elles se sont aussitôt empressées de déclarer que le décret-bis était une base satisfaisante de discussion.

Qu'en est-il ? Le nouveau décret limite le blocage du mécanisme de l'échelle mobile à six mois et ne sera pas appliqué aux allocations familiales. Mais, par ailleurs, les trois points de rattrapage (1 point = 6 800 liras) dus en janvier pour la couverture des pertes occasionnées par l'inflation du dernier trimestre 1983 restent perdus pour les travailleurs.

Certes, l'organisation du patronat italien, la Confindustria, a critiqué ce compromis qui lui retire l'assurance d'une réduction des coûts salariaux pour 1984. Cela n'en fait pas pour autant un compromis acceptable pour les travailleurs. Même limité à six mois, ce décret reste une remise en cause du mécanisme d'échelle mobile ; la non-restitution des trois points couvrant l'inflation du dernier trimestre 1983 représente une perte salariale sèche et, surtout, la question du « coût du travail » va demeurer au centre de la vie politique jusqu'à ce qu'un accord à plus long terme soit trouvé entre les différentes parties.

## La dérobade du PCI

La reculade du PCI face au décret-bis illustre, s'il en était besoin, le caractère tout à fait instrumental de son soutien — tardif il est vrai — au mouvement de protestation dirigé par les conseils d'usine depuis le début de l'année.

Il en va de même pour la direction de la CGIL même si — et c'est là une des conséquences de la puissance du mouvement de la base — des réactions différenciées sont apparues au sein même de sa majorité communiste lors de la réunion de la direction nationale les 18-19 avril. Certes, personne ne propose d'organiser la lutte contre le décret-bis, que la direction de la centrale considère comme une base acceptable de discussion. Les divergences apparaissent sur le meilleur moyen de récupérer les trois points perdus. A un Lama qui pense qu'on peut obtenir quelques concessions par le seul débat parlementaire, s'oppose un Garavini qui propose de lancer des négociations et des actions usine par usine pour en obtenir le paiement.

## Les réactions des travailleurs

Les travailleurs ne partagent pas la satisfaction de leurs directions, même si les réactions à l'annonce du décret-bis ont été très inégales. Des arrêts de travail spontanés et des assemblées ont eu lieu immédiatement dans plusieurs régions, mais la grève générale n'a été effective qu'à Milan, le 18 avril, sous la direction de la coordination des conseils de la ville.

Partout ailleurs, se sont tenues des as-

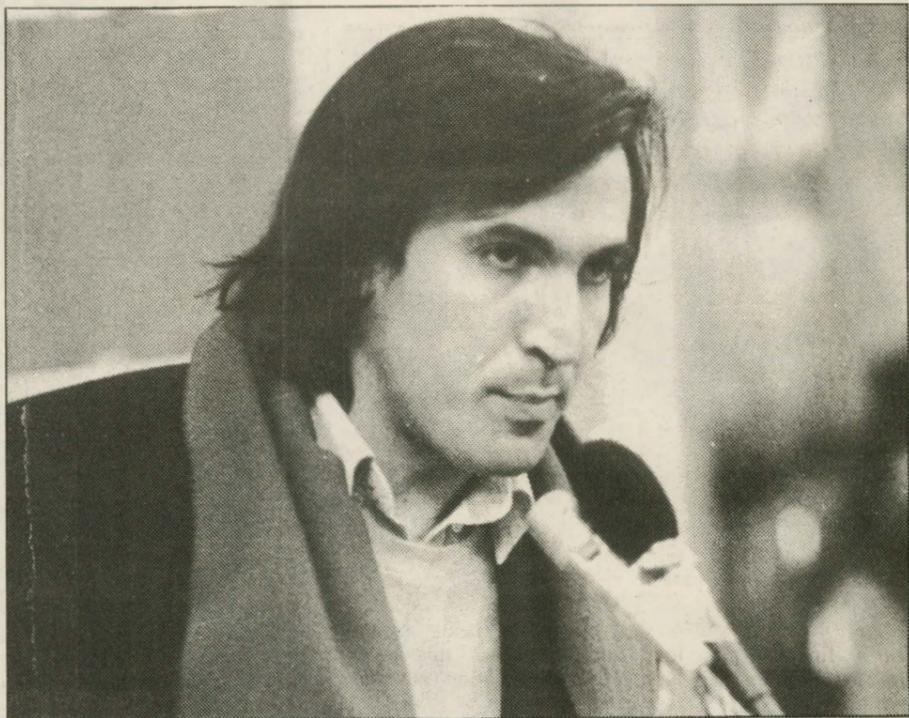
semblées des conseils, afin de discuter de l'attitude à adopter. Cette hésitation s'explique par plusieurs éléments. Tout d'abord, la chute du précédent décret et le compromis représenté par le décret-bis ont été ressentis comme une victoire par beaucoup de travailleurs, qui risquaient de ne pas comprendre un appel à la grève lancé par les conseils. Comme il ressort majoritairement des assemblées, les délégués, eux, ne sont pas dupes. Pour eux, le décret-bis doit être retiré lui aussi.

Et c'est là que survient le second élément qui explique leur apparente hésitation. Ils savent qu'ils ne pourront plus jouir du soutien — même tactique, même instrumental — de la CGIL dans cette lutte. Par ailleurs, l'élément qui avait largement contribué à légitimer leur action aux yeux de la masse des travailleurs au début de l'année était la paralysie de la direction syndicale, le fait qu'elle se prononçait contre le décret mais ne donnait aucune perspective de lutte. Aujourd'hui, la direction de la CGIL se déclare prête à discuter sur la base du décret-bis et à agir pour obtenir certaines modifications. La concurrence est donc ouverte dans les usines entre les propositions des conseils et celles de la direction syndicale. Conscients de cette réalité, les conseils ont insisté sur la nécessité d'une explication préalable avec les travailleurs, afin de renforcer leurs liens avec eux pour aller de l'avant dans la lutte contre le décret-bis.

Les conseils d'usine ont-ils renforcé suffisamment leur autonomie et leur capacité de direction au cours de ces mois de mobilisation pour diriger seuls la lutte contre le décret-bis ? C'est ce que les semaines à venir nous montreront.

Anna Libera

*L'assemblée des conseils d'usine, à Turin. Photo du haut : Enoa Amarin, délégué d'Aeritalia*



NICARAGUA

# Des calomnies au service de Reagan

*Au moment où les troupes de l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE) d'Eden Pastora harcèlent le Nicaragua à la frontière costaricaine, les « contras » soignent leur image de marque.*

Les médias français, dans leur ensemble, ont offert à Alfonso Robelo, le bras « politique » de l'ARDE, une tribune irremplaçable pour servir de relais à la propagande de Reagan. Il a en particulier trouvé un écho particulièrement complaisant chez Charles Vanhecke. Ainsi, le Monde du 20 avril, cite, sans ironie, une réponse où Robelo affirme qu'il n'est « pas directement » financé par les Nord-Américains, et qu'il « ne veut rien savoir » des relais qui lui fournissent l'aide ! Aucun commentaire

non plus sur l'affirmation selon laquelle les sandinistes auraient détruit la ville de San Juan pour la reprendre. Pourtant cette affirmation est fautive. D'après l'AFP, ce sont les troupes de Pastora qui ont incendié la ville avant de l'évacuer. Et ainsi de suite... Autre exemple ? Marcel Niedergang, dans « le Monde » du 24 avril, tend à faire passer les « contras » de la frontière hondurienne, pour une partie de la population soulevée contre le régime.

On assiste à un quasi consensus dans les médias,

écrites ou télévisées, pour faire passer le tandem Robelo-Pastora pour la « solution de rechange » au « totalitarisme ». Robelo se présente comme le porte-parole des déçus du sandinisme, comme le représentant du secteur privé antisomoziste, repoussé par une révolution qui aurait renié ses premiers idéaux. La réalité est tout autre. De juillet 1979 à avril 1980, il a été, à l'intérieur du gouvernement, le chef de file d'une bourgeoisie qui, soutenue par les Etats-Unis, cherchait à reprendre le contrôle du processus. Ensuite, il a quitté le Nicaragua, de son propre chef, pour rejoindre la contre-révolution armée de Pastora, au Nicaragua.

L'alliance entre le capitaliste déçu et l'ancien sandiniste est une aubaine pour tous ceux qui veulent discréditer la révolution sandiniste en se gardant de toute référence à l'ancien régime. Une propagande très bien orchestrée fait des chefs de l'ARDE les champions d'une démocratie libérale, « entre la peste et le choléra », comme le formule haineusement Libération dans un éditorial du 16 avril — c'est-à-dire —, bien sûr, entre l'intervention quasi directe des Etats-Unis et le « marxisme-léninisme »...

## Une campagne de calomnies

Depuis que la tenue d'élections a été annoncée par le gouvernement sandiniste, l'administration Reagan a lancé une campagne de calomnies. Elle accuse les sandinistes de ne pas les organiser sur le modèle voulu. Ces calomnies ont été reprises un peu partout, alors que personne, bizarrement, n'a songé à mettre en doute la validité des « élections » du 25 mars au Salvador.

Il y a des oublis qui sont des mensonges : parler, par exemple, d'absence de liberté d'expression et d'organisation au Nicaragua, mais ne pas souffler mot de la loi sur les partis politiques du 17 août 1983, garantissant un statut à toutes les formations politiques, pourvu qu'elles ne se réclament pas du somozisme ni de la lutte armée contre le gouvernement.

Se démarquer du somozisme, faire oublier ses liens avec le Front démocratique nicaraguayen (FDN), qui opère depuis le Honduras, et dissimuler la réalité terroriste de l'ARDE, tels sont les buts que poursuit Robelo en étalant sa bonne volonté électorale et démocratique. C'est ainsi qu'il met six conditions à son abandon de la lutte armée, qui sont essentiellement, dans un pays agressé, l'arrêt de l'état d'urgence, et la participation au scrutin des chefs de la contre-révolution armée !

## Une troupe de mercenaires

Avec des origines différentes, l'ARDE et le FDN sont bien aujourd'hui de la même nature : des troupes de mercenaires de la CIA. Pastora n'a pu parvenir momentanément à San Juan que grâce à un apport régulier d'armes nord-américaines. Un bateau de guerre des Etats-Unis croisait au large du Costa-Rica, pendant cette opération. Or, cet approvisionnement soutenu en armes a été obtenu une fois remplie la condition, imposée par la CIA, d'une alliance avec le FDN, comme l'a révélé le New York Times. Quand les convergences politiques rencontrent la tactique militaire...

S. Joanny

ISRAEL

## Contre l'expulsion d'un dirigeant palestinien

Une menace d'expulsion pèse sur Abdul Aziz Ali Shahin. Les autorités sionistes refusent de lui accorder ses papiers d'identité et de lui renouveler son permis de séjour dans la bande de Gaza. Ce militant prestigieux est considéré comme l'un des fondateurs du Fatah en Palestine dès l'occupation sioniste.

Condamné à quinze ans de prison en 1967, il refusa la procédure de remise de peine et ne quitta la prison qu'en septembre 1982. Durant ces quinze ans, Abou Ali fut l'un des dirigeants les plus en vue des luttes de prisonniers politiques palestiniens et notamment de la longue grève de la faim de 1977 à la prison d'Ashkelon.

A sa libération, il fut assigné à résidence à Rafieh puis à Dah'nia. Tout contact humain lui était interdit sauf autorisation du gouverneur militaire de Gaza, toute expression publique proscrite. Sa femme n'était autorisée à venir le voir qu'une fois par semaine. A travers ce militant résolu, c'est l'ensemble des droits démocratiques des palestiniens en territoire occupé qui sont visés.

La campagne contre l'expulsion d'Abou Ali se développe en Israël. Elle englobe toutes les formations politiques palestiniennes des territoires oc-

cupés, nos camarades de la LCR (section de la IV<sup>e</sup> Internationale dans l'Etat d'Israël) mais aussi des secteurs libéraux comme l'Association pour la défense des droits civiques, Yossi Sarid, Uri Avneri, le kibboutz Kerem Shalom (situé à côté de Dah'nia).

Des messages de protestation doivent être envoyés à l'ambassade d'Israël, 120, boulevard Malherbes 75017 Paris, ainsi qu'une copie au comité de défense d'Abou Ali Shalin, P.O. box 20479, East Jerusalem, Israël.

Jean-Jacques Laredo

ZAIRE

## Violation des droits de l'homme

Le gouvernement français a de nouveau réprimé une manifestation d'opposants à un régime africain, samedi 21 avril, à Paris. Ce sont, cette fois-ci, cent soixante-dix-sept Zairois qui ont été interpellés pour « violation de l'ordre public » au moment où ils s'apprêtaient à manifester contre les violations des droits de l'homme par le régime de Mobutu. Celui-ci avait quitté Paris la veille après une visite officielle.

L'Union nationale des étudiants zairois, organisatrice de la manifestation, affirme qu'elle avait obtenu l'autorisation de la Préfecture de police, ce que nie cette dernière.

Mitterrand a adopté une ligne de conduite qui rend tabou les régimes protégés de la France : interdiction des manifestations de soutien aux émeutiers marocains et tunisiens, interdiction de la conférence de presse du Mouvement de redressement national du Gabon, d'une conférence sur la Côte-d'Ivoire. Non seulement Mitterrand et le gouvernement ont maintenu le domaine réservé sur l'Afrique, considérée comme une chasse gardée, mais ils sont décidés à jouer les gardes-chasse en France.

Jean-Jacques Laredo

En souscription jusqu'au 9 juin

**Sandino : 70 F** au lieu de **95 F**  
480 pages  
**le général des hommes libres**

Un ouvrage fondamental pour comprendre les origines de la révolution nicaraguayenne : les écrits de Sandino, traduits pour la première fois en français. Introduction de Sergio Ramirez, coordinateur de la Junte de gouvernement et une présentation de Jean Ziegler.

Je souscris pour ..... exemplaires à **70 F**

Frais de port ..... x **13,10** par exemplaire :

Total à payer :

Chèque à l'ordre de PEC.

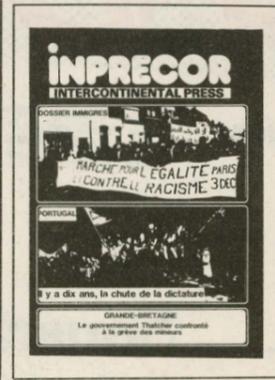
Je le prendrai à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis Paris 11<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> Nation).

Je souhaite le recevoir à l'adresse ci-dessous et je règle les frais de port.

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Bon à renvoyer à PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil



● **Samedi 20 h 35 (TF 1)** *J'ai bien l'honneur*, une « série noire » de J. Rouffio avec Eddie Constantine en vieux casseur sur le retour...

● **Dimanche 20 h 35 (TF 1)** *Monsieur Klein* de Joseph Losey avec Alain Delon. Cette quête d'un homme à la recherche d'un « double » homonyme qui se cache derrière lui pour fuir l'antisémitisme de la France pétainiste, est un film magnifique et une bouleversante parabole kafkaïenne. A la fois fantastique et réaliste, ce voyage au bout de la nuit dégage une intense émotion. Un chef-d'œuvre !

22 h 30 (FR 3) *Mata-Hari* de G. Fitzmaurice avec Greta Garbo. Pas le plus passionnant des films de ce cycle, mais Greta est « divine » !

● **Lundi 20 h 35 (TF 1)** *L'Homme de la plaine* d'Anthony Mann avec James Stewart et Arthur Kennedy. Entre 1950 et 1960, Mann réalisa quelques-uns des plus beaux westerns du cinéma américain, autour d'un même héros obstiné, personnifié avec force par James. *L'Homme de la plaine* est certainement l'une des plus belles illustrations du cinémascope à l'écran.

C'est dire que la version doublée et le petit écran ne vont pas servir ce western dont André Bazin écrivait à l'époque de sa sortie : « *Ainsi que le poisson dans un plus grand aquarium, le cowboy de Mann est plus à l'aise dans le grand écran. S'il traverse le champ, notre plaisir est double puisque nous le voyons deux fois plus longtemps.* »

● **Mardi 20 h 35 (A 2)** « Dossiers de l'écran » consacré à un sujet passionnant : « La guerre de 14-18 : une révolution pour les femmes », illustré par un film superbe *le Diable au corps* de Claude Autant-Lara avec Micheline Presle et Gérard Philippe, et suivi d'un débat qui s'annonce intéressant avec des historiens et historiens spécialistes

de la grande guerre et de la condition des femmes au cours de ce conflit.

20 h 35 (FR 3) « Dernière scène » composée de *la Cible humaine*, l'un des westerns les plus forts réalisés sur le mythe du « tireur d'élite », par Henry King avec Grégory Peck, et *le Cavalier du crépuscule* de Robert Webb avec Elvis Presley qui chantera (entre autres chansons) *Love me tender*.

● **Judi 14 h 55 (A 2)** *Pharaon* de Jerzy Kawalerowicz, d'après le roman du grand écrivain polonais du XIX<sup>e</sup> siècle Bodeslaw Prus. Inspiré de la vie du premier « grand réformiste » de l'histoire, le pharaon Amenophis IV, qui lutta contre les prêtres d'Amon et entreprit des réformes sociales, le

film de Kawalerowicz est le contraire d'un « péplum ». Il s'agit d'un film somptueux, intelligent et ambitieux, magnifique parabole sur le pouvoir absolu.

20 h 35 (A 2) Sixième épisode de *la Saga du Parrain* de F. F. Coppola.

22 h 50 (TF 1) *La Constante* de Krzysztof Zanussi. Présenté en 1980 au Festival de Cannes (et primé). Ce film de Zanussi témoigne de la fantastique richesse du cinéma polonais contemporain, l'un des plus stimulants du monde actuellement. *La Constante* est l'illustration de la quête métaphysique d'un individu dans une société polonaise fonctionnant selon des lois dont Zanussi prend plaisir à nous préciser qu'elles n'ont rien de socialistes. La vie a-t-elle

un sens, s'il n'existe pas, comme en mathématiques, des valeurs qu'on nomme constantes ? Interrogation que sous-tend de bout en bout ce film passionnant.

● **Vendredi 23 h 05 (A 2)** *Seuls les anges ont des ailes* de Howard Hawks avec Cary Grant, Jean Arthur et Rita Hayworth. L'un des plus beaux films jamais réalisés sur l'aviation et l'un des meilleurs de son réalisateur. Cette chronique de l'aérospatiale dans une petite base antipodes de l'exaltation héroïque : personnalités de chair et de sang pétris de contradictions et pris dans leurs hésitations qui rendraient presque (par retour) passionnante la lecture de Saint-Exupéry.

Michel Laszlo

